

PUBLIÉ PAR **IRENE KHAN**

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection  
du droit à la liberté d'opinion et d'expression

# #JOURNALISTSTOO

— LES FEMMES JOURNALISTES  
PRENNENT LA PAROLE

RECUEIL DE  
TÉMOIGNAGES SUR  
L'EXPÉRIENCE DU  
HARCÈLEMENT



Publié par Irene Khan, Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression à l'occasion des "16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre"



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>).

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne sont pas nécessairement celles de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, ni celles du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ou de l'UNESCO.

Création graphique: Luiza Maximo

Graphisme de la couverture et illustrations: Luiza Maximo

**AVERTISSEMENT SUR LE CONTENU:** Ce document comporte un contenu graphique qui illustre la gravité de la violence à l'égard des femmes journalistes, notamment des références à la violence sexuelle et des blasphèmes sexistes ou raciaux. Ce contenu n'est pas inclus sans raison. Il est essentiel pour illustrer les types, les méthodes et les tendances de la violence à l'égard des femmes journalistes.

## **À PROPOS DE CETTE PUBLICATION:**

Cette publication présente 11 récits écrits par des femmes journalistes du monde entier, qui partagent leurs expériences personnelles en matière de violences et de menaces sexistes dans l'exercice de leur profession.

La publication illustre les différentes formes de harcèlement et de violence subies par les femmes journalistes en ligne et hors ligne. L'objectif de la publication est de sensibiliser le public à l'omniprésence et à la complexité du problème et à son effet étouffant sur la liberté d'expression et la diversité dans le secteur des médias, en reflétant les perspectives de différentes régions du monde.

## **AUTEURS:**

**INTRODUCTION:** Irene Khan

**PERSPECTIVES:** Christiane Amanpour

**ESSAIS PERSONNELS:** Martha Mukaiwa, Sally Kohn, Neha Dixit, Adela Navarro Bello, Anthi Pazianou, Arzu Geybullu, Jineth Bedoya Lima, Diana Moukalled, Janaina Garcia, Michelle Ferrier, , ainsi qu'un journaliste souhaitant rester anonyme.

**PARTENAIRES DU PROJET:** Ce projet a reçu le soutien financier du programme multi-donateurs de l'UNESCO sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes et de la Swedish Postcode Foundation.

Avec le soutien de l'UNESCO et des Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies





# TABLE DES MATIÈRES

5.

**INTRODUCTION**

/IRENE KHAN

8.

**PERSPECTIVES**

/CHRISTIANE AMANPOUR

11.

**APERÇU**

14.

**MARTHA**

**MUKAIWA**

/NAMIBIE

19.

**SALLY**

**KOHN**

/ÉTATS-UNIS

23.

**NEHA**

**DIXIT**

/INDE

28.

**ADELA**

**NAVARRO BELLO**

/MEXIQUE

32.

**ANONYMOUS**

36.

**ANTHI**

**PAZIANOU**

/GRÈCE

41.

**ARZU**

**GEYBULLA**

/AZERBAÏDJAN

45.

**JINETH**

**BEDOYA LIMA**

/COLOMBIE

51.

**DIANA**

**MOUKALLED**

/LIBAN

55.

**JANAINA**

**GARCIA**

/BRÉSIL

60.

**MICHELLE**

**FERRIER**

/ÉTATS-UNIS



Les journalistes ont longtemps joué un rôle essentiel dans la révélation et la dénonciation de cas d'abus et de harcèlement sexuels. Ce n'est qu'après l'émergence du mouvement #MeToo, lorsque les femmes ont commencé à parler de leurs expériences personnelles de violence, d'abus et de harcèlement sexuels sur leurs lieux de travail, que l'ampleur du problème auquel les femmes journalistes sont elles-mêmes confrontées est devenue évidente.

**SI LES JOURNALISTES, HOMMES ET FEMMES, SONT EXPOSÉS À DE LA VIOLENCE ET À DES MENACES CONTRE LEUR SÉCURITÉ EN REPRÉSAILLES DE LEUR TRAVAIL, LES ATTAQUES CONTRE LES FEMMES SONT FONDÉES SUR LE GENRE ET SONT FORTEMENT SEXUALISÉES, TANT EN LIGNE QU'HORS LIGNE.**

Dans mon rapport sur la justice de genre et la liberté d'expression ([UN Doc A/76/258](#)), je qualifie les actes et les menaces de violence physique, sexuelle et psychologique visant à réduire les femmes au silence de forme la plus répandue et la plus pernicieuse de censure sexiste.

Les femmes journalistes sont prises pour cible non seulement pour le contenu de leurs reportages mais aussi parce qu'elles sont des femmes qui osent s'exprimer.

**Ces attaques ont pour but de les intimider, de les réduire au silence et de les chasser de la sphère publique.**

Elles constituent une violation flagrante de la liberté d'expression et du droit à la participation publique. Elles menacent le droit de la société à l'information provenant de médias diversifiés, érodent le pluralisme et sapent le débat démocratique.

Dans les pages qui suivent, onze femmes originaires de dix pays parlent de leurs expériences personnelles en tant que journalistes, avec leurs propres mots et sous leurs propres noms (à l'exception d'une auteure souhaitant rester anonyme par crainte de représailles). Nous pouvons ici lire les défis quotidiens auxquels elles sont confrontées de la part de leur famille, de leur communauté, de leurs employeurs, des autorités et du grand public, ainsi que le courage et la détermination inébranlables avec lesquels elles restent fidèles à leur profession.

Ces femmes décrivent dans un langage cru les menaces et les attaques dont elles font l'objet dans le cadre de leur travail, qu'il s'agisse de viols, d'agressions sexuelles, de menaces de mort et de viol, de harcèlement sexuel, de trolling, de discours de haine sexiste, de désinformation, de campagnes

de diffamation ou de menaces à l'encontre de membres de leurs familles. Elles mettent en évidence la manière dont le sexisme et la misogynie s'entrecroisent avec d'autres formes de discrimination, telles que l'homophobie, le racisme et le sectarisme religieux, pour intensifier les attaques en ligne et hors ligne.

Ces abus sont inéluctables et omniprésents dans le continuum des mondes réel et virtuel. Les auteurs sont multiples, qu'il s'agisse d'agents de l'État, de politiciens, d'acteurs non étatiques, de sources, de participants à des interviews, d'employeurs ou de journalistes masculins avec lesquels les femmes sont obligées de travailler. La réponse des États, des entreprises de réseaux sociaux et des employeurs au sein d'organisations médiatiques est souvent inadéquate ou absente.

**CES ESSAIS  
PERSONNELS  
NE SONT PAS  
DES HISTOIRES  
DE VICTIMES.**

**CE SONT DES TÉMOIGNAGES  
DE COURAGE, DE RÉSILIENCE  
ET DE SOLIDARITÉ, DE  
CONTESTATION DES  
STÉRÉOTYPES DE GENRE,  
ET DE DÉTERMINATION DE  
FEMMES QUI REFUSENT DE  
SE TAIRE OU D'ÊTRE TUÉS.**

Dans plusieurs de ces essais, nous découvrons les réseaux de solidarité, les campagnes de sensibilisation et les outils que ces femmes ont mis au point pour combattre la violence en ligne et hors ligne et demander des comptes. Elles sont une source d'inspiration non seulement pour les autres journalistes, mais aussi pour toutes les femmes qui recherchent l'égalité et la justice.

Comme l'a souligné la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes dans [son rapport](#), la violence à l'égard des femmes journalistes est enracinée dans des problèmes plus larges de sexisme dans la société. La résolution [A/RES/74/157](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies appelle les États à lutter contre cette violence dans le

cadre d'efforts plus larges visant à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux des femmes, à éliminer les inégalités entre les sexes et à lutter contre les stéréotypes sexistes dans la société. La [résolution 39](#), adoptée lors de la 39e session de la Conférence générale de l'UNESCO, invite la Directrice générale à renforcer les activités visant à répondre aux menaces spécifiques pesant sur la sécurité des femmes journalistes, tant en ligne qu'hors ligne.

Malgré ces efforts, la réalité montre qu'une action concertée beaucoup plus forte est nécessaire à tous les niveaux pour lutter contre l'impunité, le sexisme et la misogynie desquels se nourrit la violence contre les femmes journalistes. Les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes efficaces de prévention, de protection, de suivi et d'intervention pour assurer la sécurité des femmes journalistes en ligne et hors ligne. Les entreprises de réseaux sociaux doivent rendre les espaces numériques sûrs pour les femmes. Les organisations médiatiques doivent appliquer une tolérance zéro en matière de violence et de harcèlement sexiste sur le lieu de travail. Les politiciens et les leaders communautaires doivent condamner les attaques contre les femmes journalistes et s'abstenir de faire des déclarations qui pourraient mettre ces femmes en danger.

**Il est inacceptable que des femmes journalistes soient attaquées et maltraitées pour avoir fait leur travail. Il est intolérable que cela se produise en toute impunité. Il est grand temps que nous écoutions la voix des femmes elles-mêmes.**



## IRENE KHAN

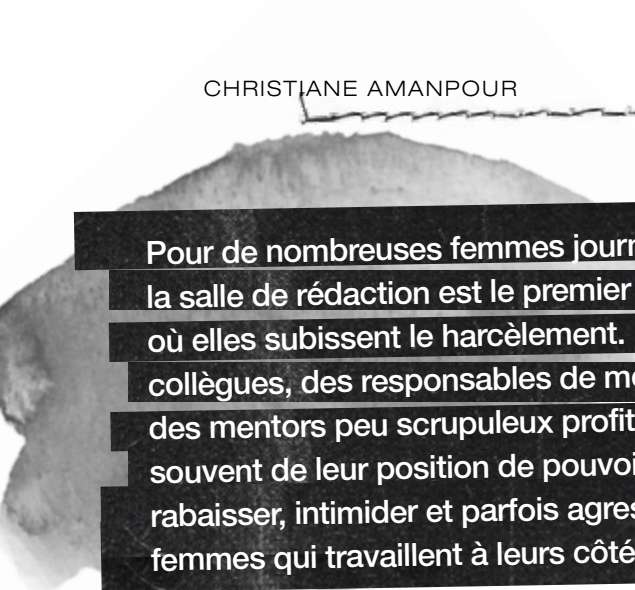
RAPPORTEUSE SPÉCIALE DES NATIONS UNIES SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DU DROIT À LA LIBERTÉ D'OPINION ET D'EXPRESSION



**MIROSLAVA  
BREACH.  
KIM WALL.  
GAURI LANKESH.**

Trois journalistes remarquables assassinées  
en raison de leur profession, et parce qu'elles  
étaient des femmes. Qui ont payé de leur vie leur  
intégrité. Leur détermination à révéler la vérité.  
Leur franc-parler.

**LEUR COURAGE.**



**Pour de nombreuses femmes journaliste la salle de rédaction est le premier endroit où elles subissent le harcèlement. Des collègues, des responsables de médias et des mentors peu scrupuleux profitent trop souvent de leur position de pouvoir pour rabaisser, intimider et parfois agresser les femmes qui travaillent à leurs côtés.**

Grâce à des mouvements tels que la campagne #MeToo, les femmes ont désormais moins peur de parler et de dénoncer prédateurs et agresseurs, même si ce n'est pas le cas dans toutes les sociétés. Cependant, la dénonciation n'est que la première étape. Nous devons mettre définitivement un terme à la culture du silence. Nous devons sensibiliser davantage et instaurer des mécanismes de protection plus efficaces. Plus important encore, nous devons nous assurer que ces délits ne restent pas impunis.

Toutefois, les salles de rédaction ne sont pas le seul endroit où les femmes journalistes sont en danger. Elles sont beaucoup plus exposées que leurs homologues masculins sur le terrain et lorsqu'elles couvrent certains sujets. Elles sont parfois harcelées, intimidées, victimes de chantage ou même agressées par les personnes qu'elles interrogent.

Elles sont également exposées à de plus en plus de risques en ligne. Elles sont confrontées à la misogynie et au sexisme, ainsi qu'à des groupes subversifs et à des acteurs motivés par des considérations politiques qui mènent souvent des offensives numériques sans merci. Sous couvert de l'anonymat qu'offre l'Internet, ils se permettent de détruire l'image publique de ces femmes et de saper leur

motivation à exercer leur profession. Les menaces de mort et de viol, la divulgation d'informations privées et la diffamation sont malheureusement monnaie courante. Les femmes journalistes peuvent par conséquent être tentées de s'autocensurer, d'abandonner des sujets qui leur étaient chers, voire de quitter complètement la profession. Nous ne pouvons accepter que les femmes soient réduites au silence parce que leurs reportages dérangent, ou parce que certains ne supportent pas que des femmes osent s'exprimer haut et fort.

Pour avoir un impact et rendre véritablement compte de notre monde dans toute sa complexité et toutes ses nuances, le journalisme a besoin de voix diverses. Le journalisme a besoin des femmes. Il a besoin de femmes de toutes origines ethniques et de toutes classes sociales, de femmes LGBTQ, de femmes handicapées, de femmes marginalisées. Il reste beaucoup à faire pour éliminer la misogynie à la racine et briser les plafonds de verre qui empêchent les femmes d'accéder aux postes de direction dans les salles de rédaction et ailleurs.

Ce recueil de témoignages encourage les journalistes à se défendre. Leurs autrices, dans toute leur diversité, sont des exemples précieux de femmes journalistes qui ont osé prendre la parole. Elles ont remis en question des stéréotypes dépassés concernant ce que les femmes doivent faire, comment elles sont censées se comporter et ce dont elles sont autorisées à parler. À travers leurs courageux témoignages, elles nous racontent les difficultés, les problèmes et les tragédies personnelles qu'elles ont dû affronter au cours de leur carrière. Mais elles nous parlent aussi de résistance, de lutte, d'unité et de solidarité.

En tant que journaliste moi-même, je suis convaincue que les publications et témoignages tels que ceux-ci sont utiles et nécessaires. Ils envoient un puissant message d'espoir et de résilience aux journalistes qui, peut-être, vivent des situations de violence similaires. Ils leur montrent qu'elles peuvent les surmonter, qu'elles ne seront pas réduites au silence. peuvent les surmonter, qu'elles ne seront pas réduites au silence.

**CHRISTIANE AMANPOUR,**

PRÉSENTATRICE INTERNATIONALE EN CHEF, CNN

ANIMATRICE D'AMANPOUR SUR CNN ET PBS





# APERÇU

**Depuis l'émergence du mouvement #MeToo, en 2017, les journalistes jouent un rôle déterminant pour rendre compte de ce phénomène et mettre au grand jour des cas d'abus et de harcèlement sexuels.**

Alors que le mouvement s'est propagé dans le monde entier, révélant, depuis, des cas d'atteintes sexuelles dans divers secteurs, il est apparu que l'industrie des médias elle-même était concernée. Le fait de lever le voile sur les multiples abus sexuels commis à l'encontre des femmes, notamment sur le lieu de travail, a permis de déclencher un processus de réflexion sur les menaces spécifiques auxquelles elles font face dans le secteur des médias – menaces qui émanent non seulement de certains collègues, mais aussi de nombreux autres acteurs. En outre, si les journalistes, hommes comme femmes, sont exposés à la violence et à des menaces pour leur sécurité, les femmes journalistes sont de surcroît victimes de violences sexistes et de harcèlement sexuel, en ligne comme hors ligne.

Au cours des dernières années, la nécessité de prendre en compte les risques sexospécifiques auxquels sont confrontées les femmes journalistes a donné lieu à plusieurs résolutions et rapports des Nations Unies visant à traiter cette question. Dans [sa résolution A/RES/74/157](#), l'Assemblée générale de l'ONU s'est dite alarmée par les menaces particulières auxquelles sont exposées, de par leur travail, les femmes journalistes, et a souligné la nécessité de tenir compte des questions de genre pour assurer la sécurité des journalistes. [La résolution 39](#), adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 39e session, a invité la Directrice générale à renforcer les activités visant à lutter contre les menaces spécifiques qui pèsent sur la sécurité des femmes journalistes, en ligne et hors ligne. En outre, [le rapport 2020](#) de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes a mis l'accent sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes journalistes.

Dans ce contexte, la présente publication entend mettre en lumière les expériences de femmes journalistes qui ont été victimes de violence et d'abus haineux dans le cadre de leur travail. Elle rassemble 11 essais personnels rédigés par des femmes journalistes du monde entier, qui ont subi différentes formes de violence, de harcèlement ou d'abus. Ils écrivent à titre personnel et ne reflètent pas nécessairement les vues du Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Compte tenu de la nature sensible du sujet, il est compréhensible que certaines d'entre elles choisissent de partager leur histoire de manière anonyme, à l'instar de l'une des journalistes présentes dans le recueil.

Cette sélection de récits met en évidence le caractère omniprésent et généralisé de la violence et des abus haineux à l'encontre des femmes journalistes. Ceux-ci se produisent aussi bien hors ligne qu'en ligne, ce qui les rend impossibles à éviter et crée un climat de coercition permanent. Les femmes figurant dans cette publication ont subi des menaces et attaques diverses, allant du harcèlement sexuel aux discours de haine sexiste, en passant par le trolling, les menaces de mort et de viol, les menaces à l'encontre de membres de leur famille, les agressions sexuelles et les viols. Ce recueil de témoignages montre que les abus se situent au croisement de plusieurs formes de discrimination, de nombreuses femmes journalistes étant également confrontées à l'homophobie, au racisme ou à la discrimination religieuse, en plus de la violence de genre, ce qui en aggrave l'impact.

**LES FEMMES JOURNALISTES SONT LA CIBLE DE VIOLENCES ET D'ABUS NON SEULEMENT À CAUSE DU CONTENU DE LEURS REPORTAGES, MAIS AUSSI PARCE QU'ELLES OSENT S'EXPRIMER ET EXISTER DANS LA SPHÈRE PUBLIQUE.**

En cherchant à les réduire au silence, cette violence sexiste, sous toutes ses formes, menace la liberté d'expression, le pluralisme et la diversité. C'est la raison pour laquelle, en mettant en lumière la voix et les expériences des femmes journalistes, ce recueil d'essais entend faire prendre conscience de tout l'éventail des attaques auxquelles elles font face en raison de leur travail, mais aussi de leur genre.

Ces récits expliquent également comment elles ont réagi à ces attaques et les recours vers lesquels elles se sont tournées, qu'il s'agisse de moyens juridiques ou de réseaux de soutien. Plusieurs se sont heurtées à l'incapacité des entités responsables à rendre justice, que ce soit au niveau des acteurs étatiques, des sociétés Internet ou des dirigeants de médias. Néanmoins, la présente publication décrit des solutions et outils possibles pour résoudre le problème, tout en montrant la résilience et la résistance des femmes journalistes face à ces abus persistants.



**LA PORTÉE ET L'AMPLEUR  
DU PROBLÈME EXIGENT  
UNE ACTION CONCERTÉE  
ET UNE RÉPONSE COLLEC-  
TIVE AFIN DE S'ATTAQUER  
EFFICACEMENT À CETTE  
TENDANCE GÉNÉRALISÉE.**

Nous ne pouvons pas accepter que les droits des femmes journalistes soient ainsi violés, ni tolérer que ces atteintes soient commises en toute impunité. Il nous incombe à tous d'agir de manière réellement solidaire, pour soutenir la cause qu'illustrent si courageusement ces témoignages personnels.



## EMBARQUER DANS LE SOUS-MARIN

La troublante vérité, c'est que la plupart d'entre nous auraient embarqué dans le sous-marin de Peter Madsen.

C'est le genre de chose que l'on fait quand on est une écrivaine, une journaliste, une pigiste et une femme tout aussi curieuse du monde et de la multitude d'histoires qu'il a à offrir que ses homologues masculins.

En septembre 2017, je fais un décompte macabre lors d'une conférence sur le journalisme organisée à Nashville, dans le Tennessee.

Je viens de rencontrer Sonia Paul, une amie proche de la journaliste suédoise assassinée Kim Wall. L'identité de Sonia est révélée par une activiste LGBT+ ougandaise, qui lui sourit chaleureusement et dit : "Les filles, je vous présente Sonia. Je suis vraiment désolée pour Kim".

Lorsque Sonia quitte notre groupe un moment, je fais ce recensement glaçant.

« Moi aussi je serais allée dans son sous-marin. Et vous... ? »

La décision fatale fait l'unanimité.

TOUTES LES FEMMES ASSISES AUTOUR  
DE LA TABLE ACQUIESCENT, ET JE COM-  
PRENDS QUE, D'UNE CERTAINE MANIÈRE,  
**NOUS SOMMES**  
**TOUTES KIM WALL.**

Non pas parce que nous possédons toutes son incroyable talent ou que nous avons vu notre vie soudainement et brutalement interrompue par l'inventeur danois Peter Madsen. Mais plutôt parce que, en tant que femmes journalistes, nous allons enquêter sur le terrain pour nos articles, ce qui implique parfois de faire confiance à nos semblables et peut entraîner de terribles conséquences.

En tant qu'écrivaine voyageuse indépendante, j'ai appris à passer les mauvais côtés sous silence.

Lorsque je fais mon tout premier voyage à l'étranger pour le travail et que je suis agressée sexuellement par le portier qui m'accompagne à ma chambre, dans un grand hôtel de New Delhi, je choisis de ne pas partir du mauvais pied avec mes hôtes, et donc de ne pas signaler l'incident.

Au lieu de cela, après avoir passé cinq jours dans un pays que j'ai toujours rêvé de visiter, j'écris des articles élogieux sur le Taj Mahal, le chaos à couper le souffle de New Delhi et l'idée reconfortante qu'en Inde, les invités sont des dieux.

En tant qu'écrivaine voyageuse en herbe, je n'écris pas un mot sur l'agression.

[REDACTED]

Mon intuition me dit que si je parle du portier qui m'a agrippée dans ma chambre d'hôtel, m'a poussée en arrière et m'a donné de force un baiser chaud, humide et avilissant, je passerai pour une enquiquineuse.

Pour une femme journaliste qui crée plus de problèmes qu'un correspondant masculin, qui est incapable de prendre sur elle pour faire son travail et avoir une vision d'ensemble.

Pour le meilleur ou pour le pire, cet incident a inspiré ma philosophie du journalisme de voyage.

Je prends sur moi.

Lorsque je me retrouve seule avec un guide touristique sur une route forestière cahoteuse, à Bali, et que la conversation prend subitement un tour sexuel, j'essaie de prendre la chose à la légère.

Je ris nerveusement et feins la nonchalance quand il me demande si les femmes noires sont aussi déchaînées qu'on le dit au lit.



Je fais semblant de répondre à l'appel d'un petit ami que je n'ai pas lorsqu'il me demande où se trouve mon partenaire, et je prie pour que tout se passe bien.

La chronique qui relate cette journée ne dit rien de ses questions déplacées, ni de ma peur. Ni des messages que j'ai subrepticement envoyés à mon meilleur ami James avec les photos de la carte de visite de mon guide, de son visage, de son autre numéro de téléphone et de son profil Facebook, où il s'identifie par un autre nom. Parce que bien souvent, une fois chez soi, saine et sauve, les mauvais moments sont peu de chose comparés à la magnificence de ce que l'on a vu.

Explorer, découvrir, faire des recherches et ensuite écrire, c'est ça votre vie. Alors, ces incidents ont tendance à se fondre dans l'eau bleu vif qui entoure le temple de la mer de Tanah Lot.

Ils s'envolent au gré du vent qui gonfle le hijab aux couleurs vives d'une femme qui travaille dans une rizière en terrasse à Tegalalang, ou se dissolvent lentement dans le bonheur pur d'être une femme journaliste africaine qui parcourt le monde et vient enrichir un milieu dominé par des voix occidentales, essentiellement masculines.

À l'exception peut-être d'un article, " Voyager en étant africaine", je garde ces combats pour moi.

### **Je passe le harcèlement sexuel sous silence**

JJe ne raconte à personne le nombre de fois où on me propose des rapports sexuels à Rome, alors que chacun peut voir que je suis munie d'un appareil photo et d'un trépied et que je griffonne des notes dans un carnet, comme je

le fais partout.

Lorsque je vends mes récits de voyage au Ghana à deux publications, à aucun moment je ne mentionne la dizaine d'hommes qui m'entourent à Accra, sur la plage de Labadi.

Ceux qui me somment en hurlant de leur montrer les photos d'un coin désert de la mer qu'un garde m'avait pourtant autorisée à prendre, jusqu'à ce qu'un " responsable" fasse taire ces hommes qui me traitent de " femme stupide, de journaliste étrangère arrogante".

Une fois de plus, je n'en écris pas un mot.

Au lieu de cela, je mesure le véritable privilège de voyager en Afrique, la beauté relative de mes expériences et la chance d'être une écrivaine rémunérée, malgré tout ce à quoi j'ai finalement survécu, et je décide de passer cet incident sous silence.

**Parce que nous avons besoin que les femmes voyagent.**

**Nous avons besoin qu'elles s'emparent de la sphère professionnelle.**

À force d'excellence et par la force du nombre, les femmes doivent faire accepter comme normal le fait qu'elles puissent vivre sans crainte, mener audacieusement leurs enquêtes, réaliser leurs rêves et poursuivre leur carrière. Mais cela n'arrivera pas si nous avons peur.

Nous ne légitimerons pas le regard féminin, nous ne changerons pas le monde et les perceptions de ceux qui le peuplent si nous restons à la maison. Si nous reculons, effrayées



par le genre d'intimidations incessantes qui visent à limiter notre vie, qui tentent de dicter la mesure et la portée de notre existence, ainsi que l'ampleur de nos contributions.

D'une façon tordue, du moins pour l'instant, j'en suis venue à considérer ces agressions, intimidations et attaques comme une sorte de compromis tacite et malsain

## IL NE DEVRAIT PAS EN ÊTRE AINSI.

Mais en tant que journaliste indépendante, vous devez vous débrouiller seule.

Les idées, la passion, les accroches et l'exaltation d'écrire presque tout ce que vous voulez vous appartiennent à vous et à vous seule, tout comme les risques pour votre matériel et votre personne.

C'est la raison pour laquelle toutes les écrivaines voyageuses indépendantes que j'ai rencontrées ont leurs mécanismes de protection.


Les rituels, précautions et amulettes dont elles s'entourent, qui créent une impression de sécurité convaincante.

Un petit crucifix en or donné par une mère. L'habitude d'envoyer à un proche son itinéraire complet pour la journée, avant le petit-déjeuner. Le fait de se rendre ultra visible.

C'est cette dernière tactique que j'ai adoptée, avec un petit dragon porte-bonheur en tissage doré prénommé Falkor.

Même si je me fais souvent remarquer en tant que femme noire qui voyage en solitaire, je me sens toujours plus en sécurité lorsque j'ai fait quelques connaissances locales.

J'apprends les formules de politesse, je sympathise avec le personnel de l'hôtel et je passe régulièrement dans les magasins, les kiosques ou les échoppes pour acheter de petites choses dont je n'ai pas besoin, en veillant toujours à prévenir quelques personnes de la durée de mon séjour au cas où je disparaîtrais avant la date de mon départ.



**TELLES SONT MES PETITES TENTATIVES DÉSESPÉRÉES D'ASSURER MA SÉCURITÉ, ET DONT JE SAIS, AU FOND DE MON CŒUR, QU'ELLES SONT DÉRISOIRES AU REGARD DE LA VIOLENCE, DU SENTIMENT DE TOUTE PUISSANCE ET DE LA TERREUR OMNIPRÉSENTE QUI RÈGNENT DANS LES SOCIÉTÉS PATRIARCALES.**

Six ans après cette nuit à New Delhi, je sais que ma vie de journaliste voyageuse ne changera que lorsque le monde changera lui aussi. Alors j'essaie de faire ma part.

En tant que femme, chroniqueuse et journaliste indépendante, je m'efforce de mener ma vie et de voyager sans complexe, tandis que dans ma ville natale de Windhoek, en Namibie, je me jette dans la mêlée.

Je manifeste contre la violence sexiste et pour les droits humains.

J'écris des articles pour dénoncer les prétendus "meurtres passionnels" et la masculinité toxique.

J'envoie un courriel acerbe à un producteur qui me tripote, ivre, pendant que je couvre un spectacle.

J'ignore les messages vocaux et les SMS des hommes qui se procurent mon numéro de portable et me traitent de s\*\*\*pe qui déteste les hommes et de pute vénale. Et je m'effondre sous le poids de l'horreur et d'un abattement passager lorsque l'article féministe que je présente au plus grand journal national du pays est publié le même jour que celui où deux sœurs sont retrouvées dans le lit d'une rivière, assassinées par le petit ami de la plus jeune.

**Au mépris de tout cela et à cause de cela, en tant que femmes journalistes et surtout en tant que femmes, a luta continua.**

Nous voyageons. Nous écrivons. Nous photographions. Nous sommes témoins. Nous protestons. Nous manifestons. Nous revendiquons. Nous existons. Je me représente Kim Wall comme une flamme.

**CELLE DE LA TRAGÉDIE  
QUI NOUS A BRÛLÉES ET  
CELLE D'UNE TORCHE QUI  
ÉCLAIRE LA VOIE.**



Martha Mukaiwa

Photo: courtesy of the journalist



**SALLY  
KOHN**

ÉTATS-UNIS

Je vous laisse imaginer ce que  
c'est d'être une femme

# OUVERTEMENT GAY, PROGRESSISTE ET JUIVE

qui intervient comme spécialiste sur  
la chaîne conservatrice Fox News à  
l'ère de Twitter.

JE NE ME SOUVIENS  
**PAS ÊTRE  
PASSÉE  
UNE SEULE  
FOIS**

À L'ANTENNE SANS  
RECEVOIR DE MESSAGES  
HAINEUX, QUE CE SOIT  
PAR COURRIEL OU SUR  
LES RÉSEAUX SOCIAUX

Presque à chaque fois, mes vêtements (trop masculins), mes cheveux (trop bouclés) et mon poids (tout simplement trop élevé) étaient visés. J'ai reçu des menaces de mort, de viol et, si j'osais passer à l'antenne pour défendre le droit à l'avortement, des messages de téléspectateurs antiavortement apparemment furieux disant que ma mère aurait mieux fait d'avorter. Curieusement, l'ironie de leurs propos leur échappait.

Mais soyons honnêtes, l'expérience de la lesbienne libérale qui se retrouve dans l'ancre de la Fox n'est que la version la plus extrême de ce que la plupart des femmes journalistes et moi-même vivons presque quotidiennement. Les femmes qui interviennent dans la sphère publique – et en particulier les femmes queer, les femmes transgenres et les femmes de couleur – sont harcelées et attaquées de manière disproportionnée pour avoir l'audace de simplement prendre la parole et exprimer leurs opinions. Je le sais par mon expérience personnelle et par les anecdotes que m'ont racontées des dizaines d'amies et de collègues, mais la recherche le corrobore également. Le Centre international des journalistes a mené une [enquête](#) auprès de plus de 700 femmes journalistes dans le monde, qui a révélé que près des trois quarts d'entre elles avaient subi des menaces de violence physique ou sexuelle ou d'autres formes de violence en ligne. D'après une [étude](#) de l'Institute for Strategic Dialogue, les femmes politiques sont deux à trois fois plus susceptibles que leurs homologues masculins d'être la cible de harcèlement en ligne. Et surtout, les travaux d'Amnesty International ont [montré](#) que les taux de harcèlement augmentent de façon exponentielle pour les femmes de couleur. En effet, les femmes noires sont 84 % plus susceptibles que les femmes blanches de subir des abus sur Twitter. Les latino-américaines sont 81 % plus susceptibles d'être harcelées en ligne, et les femmes asiatiques 70 %. [D'autres études](#) ont révélé que les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres sont environ deux fois plus susceptibles que les personnes non LGBT d'être harcelés en ligne et de subir des formes graves d'abus sur Internet.



# JE ME SOUVIENS DE LA PREMIÈRE FOIS OÙ J'AI REÇU UN MAIL D'INSULTES.



À ce moment-là, j'ai pris conscience d'une chose qui m'était peut-être venue à l'esprit auparavant sur le plan théorique, mais que je n'avais jamais vraiment comprise : comment les inégalités et l'oppression structurelles se traduisaient au niveau individuel, comment certaines personnes se sentaient historiquement et institutionnellement autorisées à dire et faire ce qu'elles voulaient, tandis que mes opinions et mon existence même étaient circonscrites, inférieures, toujours suivies d'un astérisque invisible mais implicite indiquant mon appartenance à une catégorie subalterne. Les messages de haine ne sont pas seulement le fait d'individus isolés exprimant leur indignation, ils découlent d'histoires et de systèmes de préjugés et de sectarisme qui tirent parti des moyens de communication de masse. Ils sont une manifestation individuelle d'une haine omniprésente. haine omniprésente.



Dans ce sens, il est trop facile de rejeter toute la faute sur Fox News. Parce que le fait est que les médias de droite opposés à l'égalité ne font qu'attiser des braises qui couvent déjà : la marginalisation et le ressentiment haineux sont des phénomènes qu'ils amplifient allègrement, mais qu'ils n'ont pas inventés. Ni qu'eux ou leurs téléspectateurs perpétuent seuls. J'ai reçu des messages ou des tweets haineux à chacune de mes interventions à la télévision ou à la radio, qu'il s'agisse d'une émission conservatrice, d'une station de gauche, ou de n'importe quel programme entre les deux. MSNBC, CNN, NPR, et j'en passe. Je reçois encore des commentaires sur mon orientation sexuelle et sur mes cheveux, parsemés de quelques termes dégradants désormais assez prévisibles. Aujourd'hui, j'y prête à peine attention. Pour le meilleur ou pour le pire, je me suis profondément endurcie. Au point que je dois faire un effort pour me rappeler que ce harcèlement est incroyablement injuste et anormal lorsqu'une amie ou une collègue qui en fait l'expérience pour la première fois me demande de l'aide. J'ai appris à faire abstraction de tout ça. Pour autant, cela signifie-t-il que je fais également abstraction des innombrables injustices et inégalités qui engendrent ce harcèlement ? Comment m'immuniser émotionnellement tout en continuant de m'indigner légitimement et de façon constructive ? Je crains de ne pas le savoir. Je crains d'en être arrivée à considérer la haine comme une chose normale. Je crains que ce soit notre cas à tous.

## LA HAINE N'EST PAS UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU,

mais les obstacles à sa diffusion se sont réduits. Ce qui fait que le prix à payer pour s'exprimer publiquement ou être une personnalité publique est désormais plus élevé. Nous avons donc un autre casse-tête à résoudre : comment faire pour que les voix et les leaders dont nous avons justement besoin en ce moment pour faire face à la culture du harcèlement qui prévaut actuellement, mais aussi aux institutions et systèmes d'oppression qui la sous-tendent, ne soient pas systématiquement dissuadés de prendre leurs responsabilités dans ce contexte.



Sally Kohn

Photo: Paul Takeuchi



LES MAUVAISES FEMMES  
RELÈVENT LA TÊTE

“LE JOURNALISME  
N’EST

PAS FAIT POUR

LES FEMMES  
BIEN ISSUES  
DE FAMILLES  
REPUTÉES.”

m’a dit en 2003 mon grand-père, ancien fonctionnaire de la vieille école et patriarche d’une famille brahmane rétrograde du nord de l’Inde. Il réagissait à l’annonce faite à ma famille, qui n’avait jamais envoyé de fille étudier dans une autre ville, que je voulais aller à New Delhi, à 500 kilomètres de ma ville natale, Lucknow, pour faire une école de journalisme. Ma rébellion contre ce diktat patriarcal, aidée de ma mère et de mon frère, m’a valu une réputation scandaleuse au sein de la famille, un boycott social, et la colère d’un père émotif qui ne m’a pas rendu visite pendant les trois années suivantes. Ma carrière de 12 ans en tant que journaliste d’investigation n’est pas un mince exploit.

Une femme journaliste doit se battre chaque jour de sa vie avec une épée à double tranchant, car en plus de s'opposer à la misogynie et aux structures patriarcales au sein de sa famille, elle doit faire face à des poursuites pénales, à des attaques en ligne de trolls répétées accompagnées de photos retouchées, à des menaces de viol et de mort, à des accusations diffamatoires ainsi qu'au harcèlement sexuel et au sexisme au sein des organes de presse. Ce n'est peut-être pas un message encourageant pour les filles des petites localités qui aspirent à faire leurs preuves dans la grande ville. Mais ce qui est certain, c'est qu'elles seront seules là-bas, alors elles ont intérêt à s'endurcir, pour le meilleur et pour le pire.

En 2008, j'ai interviewé le responsable d'un tribunal de (vigilante) pacotille (« Khap Panchayat » en Inde) qui avait prononcé et exécuté des sentences de « meurtre d'honneur » à l'encontre de six couples reconnus coupables de mariage librement choisi. Au beau milieu de l'interview, il s'est arrêté, m'a regardée et m'a dit : « Si tu étais une femme de notre clan et que tu te promettais avec un caméraman comme tu le fais en ce moment, nous te ferions écraser par un camion pour te punir d'avoir déshonoré la communauté ».

Ce genre de menaces directes – ajoutées aux reportages de terrain au cours desquels la mafia minière a pris en chasse mon véhicule, aux hommes politiques qui m'ont fait des remarques sexistes et des propositions déplacées, et aux patrons lubriques au bureau – ont marqué mes premières années de journalisme. Les organes de presse pour lesquels je travaillais ont accueilli avec stupeur et commisération les menaces que j'ai reçues dans le cadre de mon travail, mais ne m'ont apporté aucun soutien et n'ont pris

aucune mesure. Il était inutile de raconter ces mésaventures à ma famille. Cela aurait donné raison aux patriarques et m'aurait obligée à plier bagage pour rentrer à la maison.

Depuis, j'ai bien compris que le courage n'est pas une vertu, mais une nécessité pour les femmes journalistes. Il faut accepter sans sourciller menaces, abus, sexisme, harcèlement. Pourquoi ? Premièrement, pour ne pas être assignée à des histoires « banales » ou « légères », mais pouvoir s'essayer à des sujets plus difficiles. Deuxièmement, parce qu'il n'existe aucun mécanisme interne pour vous aider au sein de votre organe de presse ou d'organisations de médias extérieures. Troisièmement, pour pouvoir continuer d'exercer la profession et de vivre la vie que vous avez choisies en tant que femme indépendante.

**Au cours des dernières années, j'ai réalisé des reportages sur**

LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS,  
LA MALTRAITANCE D'ENFANTS, LA  
VIOLENCE DE GENRE, LES ÉMEUTES  
SECTAIRES, LES MEURTRES  
EXTRAJUDICIAIRES PRÉSUMÉS  
COMMIS PAR DES MEMBRES DE LA  
POLICE INDIENNE, LA MAFIA MINIÈRE,  
LES ESSAIS CLINIQUES ILLÉGAUX  
ET LES FONDAMENTALISTES  
RELIGIEUX ET IDÉOLOGIQUES.

**Au fil des ans, les menaces et les abus ont changé de forme, mais n'ont jamais cessé.**

Avant, chaque fois que je recevais une citation à comparaître pour un reportage, les rédacteurs en chef disaient que c'était un véritable trophée, une preuve que le reportage avait eu un impact. Il y avait au moins un semblant d'application de la loi nationale. Les journalistes pouvaient défendre leur article et exposer les faits lors de leur audience devant le tribunal. Mais depuis cinq ans, les journalistes indiens font face à de nouvelles formes de pression, bien plus dangereuses : des campagnes d'attaques en ligne menées par une armée de trolls rémunérés, et le risque d'agression physique par des groupes fondamentalistes. Dans un pays qui compte l'une des plus fortes populations de moins de 25 ans et qui connaît une grave crise du chômage, plusieurs rapports ont révélé que certains partis de droite, y compris ceux au pouvoir, ont recruté des jeunes sans emploi pour travailler comme trolls en échange d'un salaire ridicule. Cela soulève deux questions qui valent pour de nombreuses sociétés. Comment exercer le métier de journaliste face à la faiblesse apparente de la volonté politique ? Et comment certains acteurs politiques peuvent-ils continuer de ne rendre aucun compte lorsqu'ils restreignent la liberté d'expression la plus élémentaire et promeuvent une culture de la misogynie ?

**LA TÂCHE DES TROLLS  
EN LIGNE EST PLUS  
AISÉE LORSQUE LA  
CIBLE EST UNE FEMME.**

**IL LEUR SUFFIT DE METTRE  
EN QUESTION SES INTENTIONS,  
SON POUVOIR D'ACTION, SON  
INTELLIGENCE ET SA MORALITÉ.**

Lorsqu'ils visent des hommes, les trolls les accusent de corruption ou d'appartenance à des " médias rémunérés". Les femmes, quant à elles, sont qualifiées de travailleuses du sexe, d'actrices pornos et de maîtresses d'hommes politiques. De cette façon, non seulement les trolls intimident les femmes journalistes, qui risquent ensuite de s'autocensurer, mais ils favorisent également le niveau lamentable du débat public, qui repose davantage sur la vindicte populaire que sur des arguments intellectuels ou juridiques.

Depuis plusieurs années, je me réveille tous les matins avec des photos de pénis ou d'excréments, et avec de longs fils de discussion sur Twitter expliquant de quelle manière il faudrait me violer pour avoir écrit tel ou tel article – s'il faudrait utiliser une tige métallique ou une branche de rosier pleine d'épines. Je me réveille avec des photos de ma famille, ou encore avec l'adresse de mon domicile et des incitations à y lancer des pierres. Ce genre de publications apparaissent sur Internet avec une fréquence alarmante. Les sbires armés de partis politiques

m'expliquent qu'ils suivent mes déplacements et que je serai bientôt abattue.

J'ai d'abord essayé d'argumenter, de présenter les faits et de déposer des plaintes auprès de la cellule cybercriminalité des autorités centrales, mais comme aucune de mes tentatives n'a fonctionné, j'ai développé une immunité, une indifférence. Ce qui est fou, c'est que j'ai commencé à voir le côté humoristique des trolls. Lorsque l'un d'eux me traite d'« épouse d'un chef du Lashkar-e-Toiba » pour avoir écrit sur les viols à grande échelle de femmes musulmanes dans le cadre de violences sectaires, je me demande pourquoi j'ai le rôle de l'épouse et non celui du chef. Même les trolls ne me reconnaissent aucun pouvoir d'action en tant que femme.

Hors ligne, de hauts responsables de la police m'ont appelé, mine de rien, pour me dire que si je continue de faire des reportages sur les exécutions extrajudiciaires et les fusillades impliquant la police, ils savent où habite ma mère.

Alors que j'étais seule en reportage **j'ai été enfermée dans des institutions religieuses où l'on m'a demandé de faire attention à mon comportement en tant que femme.**

J'ai été suivie par des informateurs de la police qui jouissent d'une impunité totale devant l'État. En l'absence de volonté politique de mettre un terme aux attaques contre les femmes journalistes, la persévérance et la détermination individuelles sont la seule façon d'échapper à ces situations.

Cela me dérange de voir que, dans cet océan d'attaques, de trolls et d'abus, mon identité a été réduite à celle d'une victime, d'une personne qui est souvent menacée et attaquée. Dans ce

discours, on perd de vue le travail journalistique et les sujets traités – les femmes pauvres de la classe ouvrière, les minorités religieuses, les droits humains et la marginalisation des populations tribales et des dalits, les prétendus « intouchables ».

## LA FORTE PRIVATISATION DES MÉDIAS

et les liens qu'elle engendre entre entreprises et politique conduisent à la mort du journalisme d'investigation et de terrain fondé sur des éléments factuels. Face à cela, j'ai commencé à travailler en tant que journaliste indépendante.



Si cette décision m'a permis de publier les articles que je voulais écrire, elle m'a en revanche privée du soutien institutionnel nécessaire pour faire face au harcèlement et aux accusations pénales portées contre moi dans des régions reculées.

Au vu de l'ampleur de ces menaces, j'ai décidé de ne plus déposer de plaintes. Je me rends compte que si je continue de le faire, alors que le gouvernement lui-même ne semble pas capable d'endiguer le problème efficacement, je n'aurai plus de temps à consacrer au travail pour lequel j'ai quitté ma ville natale : rapporter et raconter les histoires des personnes marginalisées.

La plupart des journalistes qui restent fidèles à leur devoir sont menacés, attaqués et maltraités. Gauri Lankesh, journaliste chevronnée basée dans l'État du Karnataka, dans le sud de l'Inde, a été tuée par balles en septembre 2017. L'équipe spéciale chargée de l'enquête a découvert que les 18 personnes impliquées appartenaient à un groupe fondamentaliste qui a justifié son assassinat par une citation tirée d'un livre religieux : " Ne pas tuer un être malfaisant est un péché ; la violence envers les êtres malfaisants est non-violence". L'équipe spéciale a confirmé que les meurtriers faisaient partie d'une " organisation criminelle". Le fait que Gauri Lankesh ait été assimilée à un " être malfaisant" montre à quel point les femmes journalistes menacent les sociétés patriarcales. Pas étonnant que l'on m'ait dit, il y a de nombreuses années de cela, que le journalisme n'était pas fait pour les femmes " bien".

Il existe un proverbe hindi qui dit : "La tortue avance quand elle relève la tête".

**TOUT COMME LES  
"MAUVAISES" FEMMES.**



Neha Dixit

Photo: Committee to Protect Journalists

**ADELA NAVARRO  
BELLO**

MEXIQUE

# LES RÉSEAUX DU HARCÈLEMENT

Il pleuvait ce jour-là, je m'en souviens parfaitement. Le 18 janvier 2010, la première fois que j'ai su que j'avais été prise pour cible. Un responsable du Département de la sécurité du territoire des États-Unis a appelé à mon bureau pour me parler d'écoutes téléphoniques réalisées par la Drug Enforcement Administration (DEA). Un baron de la drogue vivant à Tijuana, au Mexique, avait donné l'ordre de me faire tuer.

Je n'étais pas la seule à être menacée. Rosario Mosso Castro, rédactrice en chef de ZETA, figurait également sur la liste des personnes à abattre. Pendant les trois mois qui ont suivi, nous avons dû vivre notre vie et exercer notre profession de journaliste sous l'escorte de sept officiers de l'armée mexicaine. Les tueurs à gages chargés de nous tuer ont fini par être arrêtés, mais n'ont jamais été jugés pour avoir eu l'intention de nous assassiner.

Je ne me souviens pas de la première fois où j'ai été la cible de harcèlement sexuel simplement parce que j'étais une femme et que je faisais du journalisme d'investigation dans l'un des pays les plus dangereux au monde pour

notre profession. En revanche, je me rappelle la chaleur oppressante que j'ai ressentie dans ma poitrine, en 2014, quand j'ai commencé à lire un courriel diffamatoire. Il était rempli d'insultes sexuelles offensantes à l'encontre de la femme que je suis. Il s'agissait d'un autre type d'attaque, mais le but était le même : me détruire en essayant de discréditer ma personne et le journal pour lequel je travaille.

Depuis 2006, je suis Directrice générale de *ZETA Weekly* à Tijuana, au Mexique. En 1994, j'ai été la première femme à intégrer l'équipe de rédaction dirigée par Jesús Blancornelas, journaliste et fondateur de ce journal. En 2006, je suis devenue la première femme nommée Directrice générale d'un organe de presse écrite dans la région mexicaine de Basse-Californie, ainsi que la première femme à diriger un hebdomadaire spécialisé dans le journalisme d'investigation sur des sujets tels que la corruption du gouvernement, le trafic de drogue, les cartels de la drogue et le crime organisé.

Les attaques par courriel se sont multipliées. En 2015, des journalistes locaux se sont vu proposer de l'argent pour publier le contenu du message que j'avais reçu l'année précédente, et qui avait été envoyé à de nombreuses autres personnes. Dix mille dollars s'ils le publiaient, et une somme supplémentaire s'ils le faisaient suivre par e-mail ou par SMS. Pour que plus de gens le lisent. De véritables ordures.

Ils me traitaient de salope. Disaient que ma vie personnelle était liée aux informations que je publiais. M'accusaient d'avoir reçu des enveloppes d'argent des mains d'un fonctionnaire.

Associaient mon nom et celui d'un membre de ma famille à divers crimes. Et rappelaient systématiquement que j'étais la Directrice générale du magazine *ZETA TIJUANA magazine*.

**MALGRÉ LA DOULEUR,  
LA HONTE ET LA  
FRUSTRATION QUE JE  
RESSENTAIS FACE À  
HARCÈLEMENT,**

**CELA NE M'A  
PAS ARRÊTÉ.**

J'ai continué de faire ce pour quoi je suis reconnue, le journalisme d'investigation, et d'assurer la direction d'une équipe de journalistes professionnels déterminés à dénoncer la corruption au sein des autorités régionales. Grâce à nos enquêtes et à celles d'autres journalistes, nous avons découvert qu'un membre de ce gouvernement était à l'origine de ces attaques et de cette campagne de dénigrement.

En 2016, le harcèlement a pris une nouvelle forme avec les réseaux sociaux. Un site Internet et une page fan Facebook ont été créés dans le seul but de continuer de m'attaquer avec des mensonges, qui étaient pour la plupart d'ordre

sexuel et mentionnaient toujours le nom du magazine *ZETA idem*. Ils ont même utilisé une photo que j'avais publiée sur mon profil Facebook personnel, en essayant de la copier pour diffuser cette campagne de dénigrement. Ces tactiques et stratégies ont été conçues par des spécialistes des réseaux sociaux. Avec l'aide de professionnels, notamment de la police d'État chargée de la cybercriminalité, nous avons réussi à découvrir où et quand le site et le faux profil avaient été créés.

J'ai essayé à de très nombreuses reprises de parler au personnel de Facebook. J'ai d'abord utilisé les options d'aide et de soutien proposées sur le site pour mettre fin au harcèlement, puis j'ai adressé mes demandes directement aux bureaux de l'entreprise à Mexico. Mais même à ce moment-là, alors que les responsables avaient été contactés, on m'a répondu que Facebook ne pouvait pas supprimer les pages utilisées pour m'attaquer, que c'était trop "compliqué". Chaque jour, de plus en plus de personnes voyaient ces publications.

Puisqu'il était impossible de porter plainte pour diffamation et calomnie, les coupables étant restés anonymes, un avocat qui me représentait a demandé au gouvernement d'intervenir. Rien ne s'est passé, et le harcèlement a continué.

Puis, ceux qui étaient derrière toutes ces attaques ont commis une erreur. Ils ont commencé à s'en prendre à une autre journaliste, une autre femme. Alors nous avons uni nos forces. Nous avons sollicité le soutien de nos collègues, organisé une réunion et réussi à mobiliser plus de 120 journalistes qui ont signé une pétition demandant au gouvernement d'agir. Nous

avons aussi révélé les noms de ceux qui étaient à l'origine de ces campagnes de dénigrement. C'est de cette façon que notre mouvement a attiré l'attention.

La Commission nationale des droits de l'homme du Mexique a dépêché un expert pour rassembler des éléments sur l'affaire. Des sites d'information et des journaux, dont notre magazine *idem ZETA*, ont publié la pétition. Finalement, le Gouvernement de l'État de Tijuana a réagi. Les responsables des attaques ont été démis de leurs fonctions. Et la campagne de dénigrement s'est arrêtée.

Malgré tout, les mêmes mensonges et insultes ont ensuite été repris par d'autres personnes sur les réseaux sociaux, dans des vidéos et des contenus diffusés en direct sur des pages Facebook. J'en ai parlé personnellement à des procureurs et même à des juges, et bien que, cette fois-ci, les auteurs des attaques aient pu être pleinement identifiés, on m'a dit qu'il n'y avait aucun moyen de porter plainte. Ils ont donc continué de s'en prendre à moi, jusqu'à ce qu'ils se lassent.

**D'APRÈS L'ONG ARTICLE 19,  
L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES  
COMMIS CONTRE LES  
JOURNALISTES AU MEXIQUE**

EST DE

>>> >> >

**99%**



Les attaques sexistes en sont un aspect majeur. En 2017, on a recensé 130 attaques criminelles contre des femmes journalistes, dont 20 étaient liées au genre et sept s'étaient produites dans l'espace numérique. Nous, les femmes journalistes, sommes prises pour cible en raison de notre genre, mais ne pouvons toujours pas demander réparation par la voie judiciaire.

Nous continuerons d'unir nos forces et d'exiger publiquement aux autorités compétentes que les auteurs de ces attaques répondent de leurs actes. C'est la seule solution que nous ayons trouvée. Ils ne nous feront pas taire.

**NOUS CONTINUERONS  
DE CONSACRER NOTRE VIE  
AU JOURNALISME ET DE  
DÉNONCER LA CORRUPTION  
ET LE CRIME.**



**Adela Navarro Bello**

*Photo: Eduardo Jaramillo*

# LE JOUR OÙ LA FOULE DE TWITTER S'EN EST PRISE À MOI

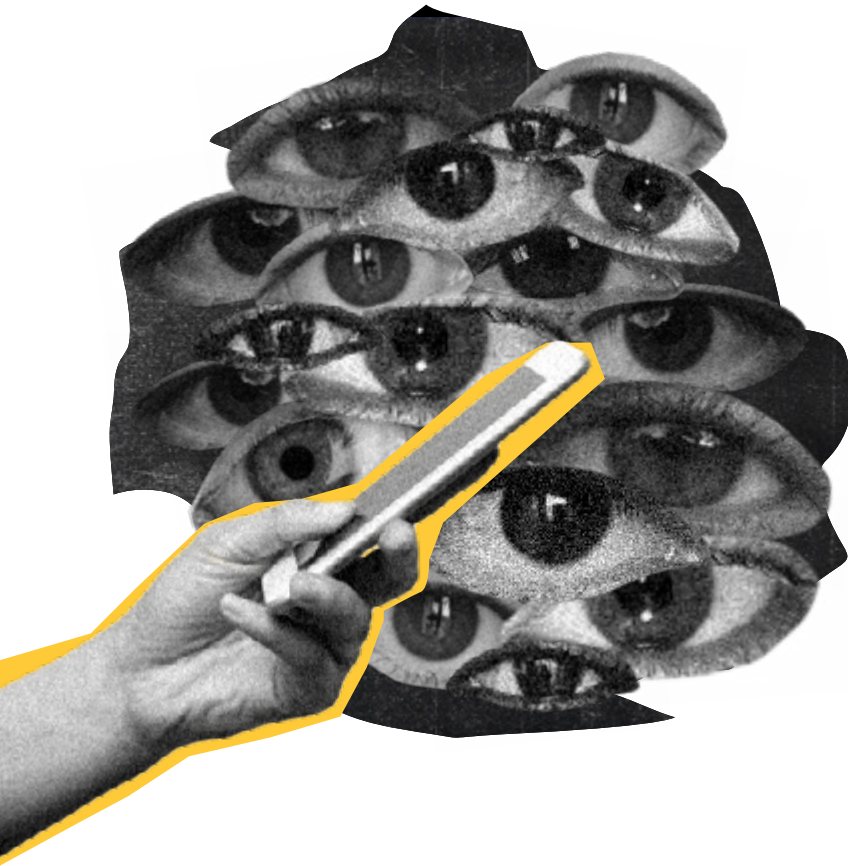
Au cours de ma carrière de correspondante à l'étranger, j'ai été témoin de l'étrange psychologie des foules dans de nombreuses zones de conflit. J'ai observé de près comment elles se forment. Comment elles peuvent si rapidement recourir à la violence. Et comment cette violence peut si facilement entraîner la mort ou des blessures graves. Je suis née et j'ai grandi dans un pays qui a connu une guerre de plusieurs décennies. Je savais donc ce qu'étaient les foules avant de commencer à travailler sur elles.

**Pour autant, je n'étais pas préparée à ce que l'une d'elles s'en prenne à moi sur Twitter.**

Je m'explique. Depuis des années, je fais des reportages et des recherches sur un pays que j'ai vu lentement basculer dans la guerre civile. Depuis des temps immémoriaux, les conflits sont aussi des guerres de propagande, leurs protagonistes se livrant à une bataille acharnée pour en construire le récit. Aujourd'hui, à l'ère des "fake news", où n'importe qui peut devenir un guerrier du clavier grâce aux réseaux sociaux, les enjeux sont encore plus élevés.

Le pays dont je parle – bien que de plus en plus difficile d'accès – est inondé non seulement de fausses informations, mais aussi de désinformation délibérément diffusée par les belligérants et leurs partisans. Leur objectif est de créer la confusion au sein de la





population et dans le reste du monde sur ce qui s'y passe exactement. Il n'est pas surprenant qu'ils considèrent comme une menace les journalistes tels que moi, dont le travail consiste à déconstruire ce discours et à rendre compte des réalités du conflit et de ses conséquences sur les civils.

Et donc la foule s'est jetée sur moi. Comme dans la vie réelle, elle ne comptait au début que quelques individus. Des voix stridentes et partisans, dont certaines se cachaient derrière des pseudos anonymes sur Twitter, ont ameuté d'autres personnes par leurs cris et leurs provocations, jusqu'à ce qu'une foule virtuelle se constitue. Les accusations de cette première poignée de détracteurs visaient à attirer l'attention d'un public plus large : j'étais à la solde de telle

ou telle faction dans ce conflit qui s'envenimait rapidement ; j'étais une menteuse ; je faisais de la propagande ; j'étais une espionne. Ces calomnies se sont propagées rapidement, et loin. Les accusations portées contre moi ont été partagées sur d'autres réseaux sociaux, notamment des forums Facebook, pour être finalement diffusées sur des chaînes de télévision alliées à certains acteurs du conflit.

Qui faisait partie de cette foule ? La plupart étaient des ressortissants du pays sur lequel je travaille. Certains y vivaient, d'autres appartenaient à une diaspora dispersée au Moyen-Orient, en Europe, aux États-Unis et au Canada. D'autres encore, en revanche, n'étaient pas originaires du pays. Ils y étaient liés par des relations personnelles, parfois commerciales, ou par un certain type d'activisme sur les réseaux sociaux qui attire à la fois les personnes qui s'ennuient et celles qui cherchent désespérément une cause. La plupart étaient des hommes, de tous âges.

Toutefois, cette foule comptait également un nombre non négligeable de femmes. Il s'agissait généralement d'étrangères qui s'intéressaient, parfois de manière obsessionnelle, et pour des raisons peu claires, au pays sur lequel je travaille. L'archétype des guerriers du clavier confortablement assis loin de la zone de conflit, mais dont les tweets ont eu de graves conséquences pour moi, journaliste de terrain.

J'ai grandi selon le dicton bien connu des cours d'école qui dit que " la bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe", et j'ai la peau dure d'une reporter expérimentée qui a couvert de nombreux conflits dans différentes régions du

monde. Mais ces 10 dernières années, j'ai vu plusieurs collègues – dont des amis proches – être enlevés, torturés ou tués, parfois de la manière la plus brutale qui soit, par le prétendu État islamique. Je sais combien les rumeurs accusant un journaliste d'être un espion peuvent être dangereuses, et où elles peuvent parfois mener.

**ENLÈVEMENT, DÉTENTION,  
TORTURE, ET PIRE ENCORE.  
J'AI ÉTÉ DÉTENUE PAR  
DES BELLIGÉRANTS ET  
DES FORCES DE SÉCURITÉ  
DANS PLUSIEURS PAYS.**



**MIS CRAINTES  
SONT RÉELLES.**

Ce que j'ai subi sur les réseaux sociaux était en grande partie dû à mon genre. Le pays dans lequel je travaille est socialement conservateur et, bien souvent, les pires trolls masculins se cachaient derrière des comptes anonymes. Leurs attaques étaient généralement sexuellement explicites, et comportaient parfois des insinuations sur ma vie personnelle ou des commentaires sur mon apparence. Certains ont dessiné des caricatures dégradantes de moi et les ont publiées sur les réseaux sociaux. Plusieurs hommes m'ont adressé des menaces, souvent de nature sexuelle, dans des messages et courriels privés, certains ne prenant même pas la peine de cacher leur identité. Une fois, lors d'un événement public, je me suis figée en comprenant qu'un homme qui venait de m'être présenté, avec sa femme, était l'un des trolls les plus acharnés.

J'ai également été frappée par la fréquence à laquelle les femmes encourageaient les hommes dans leur attitude agressive à mon égard sur les réseaux sociaux. Elles applaudissaient cette misogynie, et se réjouissaient même des attaques sexuellement explicites dont je faisais l'objet. Ce qui m'a particulièrement troublée, c'est de voir que certaines femmes se moquaient aussi de ceux qui m'avaient défendue et exprimaient publiquement des inquiétudes quant à ma sécurité, alors que les attaques se poursuivaient.

Par moments, j'avais l'impression d'être entourée d'un essaim de trolls. Leur harcèlement en ligne, mais aussi le fait que leurs calomnies prenaient racine en dehors des réseaux sociaux et compromettaient ma sécurité, ont été une grande source d'angoisse.



Nous faisons toutes face différemment à ce type de harcèlement. Je crois qu'il ne faut pas alimenter les trolls. Et si je me suis d'abord refusée à bloquer des personnes sur Twitter, préférant les mettre en mode silence, j'ai appris à apprécier la fonction de blocage. Pour certains de ceux qui m'ont harcelée des années durant, le proverbe "loin des yeux, loin du cœur" semble fonctionner.

La plupart de mes tentatives de signalement de comptes à Twitter sont restées vaines. Même une personne ayant discuté ouvertement de la question de savoir s'il valait mieux que je sois tuée ou non a été considérée comme ne violant pas ce que Twitter appelle ses normes communautaires. Ce n'est pas suffisant. Les temps sont dangereux pour les journalistes du monde entier. Nous sommes beaucoup plus nombreux à être pris pour cible qu'à n'importe quelle autre époque de ma vie. Nous sommes harcelés, menacés, emprisonnés. Certains d'entre nous ont été torturés, voire assassinés.

Je n'ai pas été détenue ni agressée physiquement à la suite des accusations sans fondement portées contre moi sur les réseaux sociaux. Mais parce que ces calomnies se sont propagées bien au-delà de Twitter, elles représentent un risque pour ma sécurité personnelle. J'ai donc dû restreindre mes déplacements dans le pays sur lequel je concentre mes recherches. Je prends peu de risques. Et mon travail en pâtit.

Les entreprises telles que Twitter, Facebook et YouTube devraient faire plus pour lutter contre l'utilisation de leurs plates-formes à des fins de harcèlement, de diffamation et d'incitation à la haine.

**PARCE QUE, EN CE  
MOMENT MÊME, LA  
FOULE S'EN PREND  
À BEAUCOUP TROP  
D'ENTRE NOUS.**

**TROP SOUVENT, CELA  
COMMENCE PAR UNE  
FOULE VIRTUELLE  
ET SE TERMINE  
PAR DE TERRIBLES  
CONSÉQUENCES DANS  
LA VIE RÉELLE.**

**ANTHI  
PAZIANOU**

GRÈCE

## UNE OMBRE SUR L'ÎLE DE LA SOLIDARITÉ

Jamais je n'aurais pu l'imaginer. Un lundi matin, alors que j'emmenais ma fille de trois ans à l'école maternelle, son institutrice m'a demandé pourquoi il y avait, sur Internet, des messages qui affirmaient que j'avais des "relations sexuelles avec des n\*\*\*\*s". Jamais, non plus, je n'aurais pu imaginer qu'une de mes collègues abandonnerait le journalisme actif pour des tâches de bureau, de peur de perdre la vie. À Lesbos, île grecque devenue connue dans le monde entier pour la solidarité de sa population envers les réfugiés, la démocratie et la liberté de la presse sont attaquées. Les journalistes, surtout les femmes, sont devenus la cible la plus facile et la plus commode.

En grec, le mot "journaliste" est de genre masculin. Même si de nombreuses autres professions, à mesure que les femmes sont devenues plus fortes, se sont féminisées en conséquence, le "journalisme" reste masculin. La discrimination fondée sur le genre s'applique également aux salaires, aux promotions et aux postes de direction. Dans la grande crise que connaissent les médias grecs depuis 2010, les licenciements de milliers de journalistes sont la norme, comme en témoignent la fermeture de journaux et de chaînes de télévision populaires ainsi que le taux de chômage global qui prévaut dans le secteur. À Athènes, si de nombreuses femmes ont acquis

des postes de direction dans des journaux à grand tirage, nombre de postes permanents sont remplacés par des piges.

Dans le reste du pays, la nouvelle réalité médiatique a fragilisé chaque journaliste, l'obligeant à travailler pour une faible rémunération et dans des conditions de précarité. Dans ce contexte, les femmes sont, une fois de plus, le groupe le plus touché « en raison de leur nature» : **la grossesse, la maternité, les cycles menstruels** sont considérés par beaucoup comme des

**“OBSCURCISSANT  
NOTRE  
JUGEMENT”,  
OU  
“NOUS  
RENDANT PLUS  
SENTIMENTALES”**

dans une profession où être “dur” et “déterminé” est la seule façon d’obtenir un reportage exclusif.

Pourtant, lorsque nous obtenons une exclusivité, nous sommes rarement reconnues de la même manière que les hommes. Le discours journalistique dominant a un “look d’homme” rigide, c’est-à-dire qu’il est “sérieux” et “rationnel” ; toute autre forme de style et de discours journalistique est automatiquement qualifiée de “sentimentale», jugée bonne uniquement pour la presse à sensation et les tabloïds. De manière généralisée, lesdites publications créent et renforcent un environnement de travail sexiste et définissent le seul cadre dont on dispose pour rechercher l’égalité de traitement dans une profession dominée par les hommes.

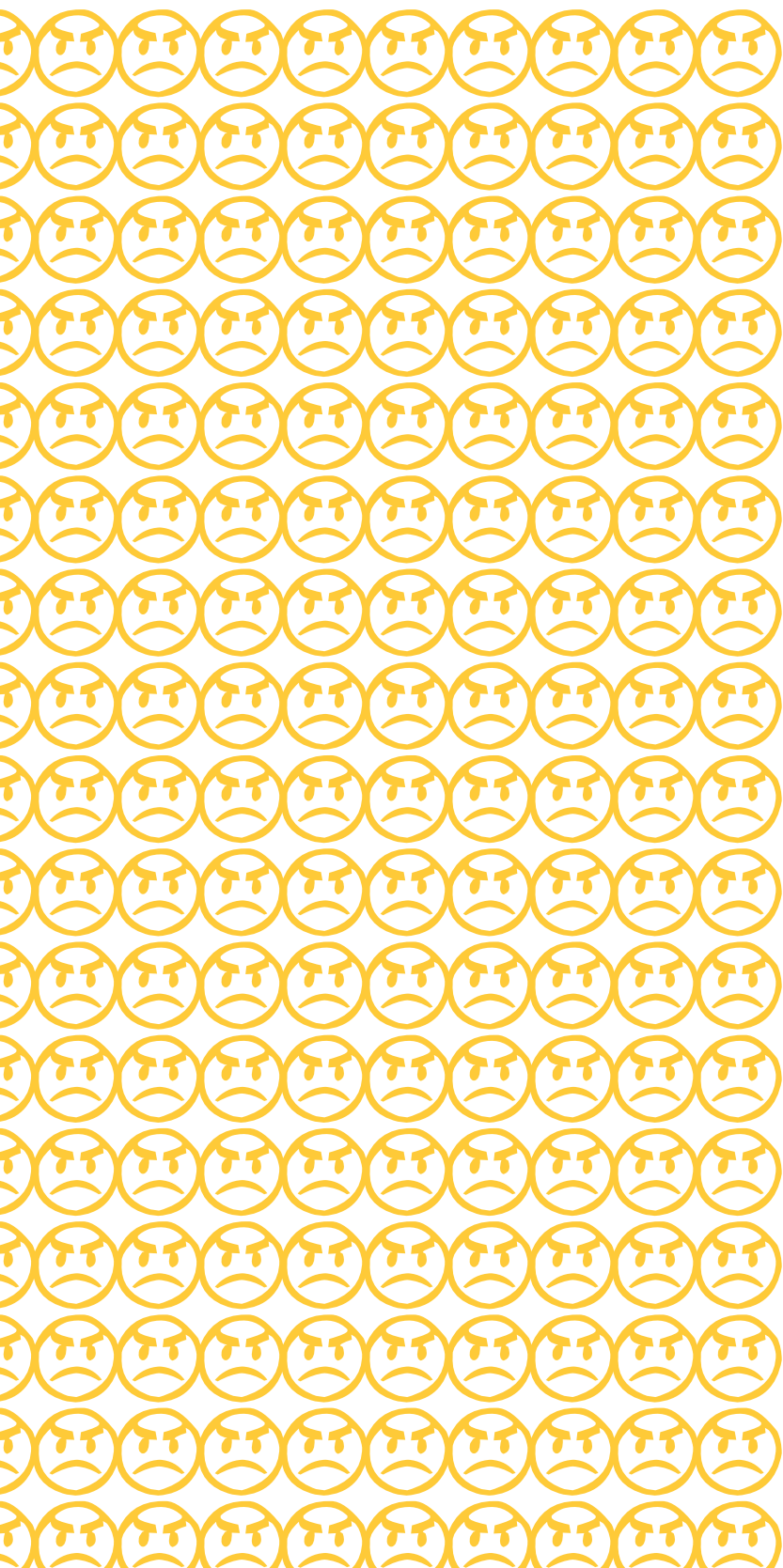
Les choses empirent lorsque nous écrivons des articles sur les groupes d’extrême droite, des groupes qui estiment que les femmes doivent jouer un rôle de second ordre dans la société. Il n’est pas facile d’oublier l’incident de juin 2012, lors duquel une femme journaliste, membre du parti communiste, a été giflée en direct à la télévision par un membre du parti d’extrême droite Aube dorée. Aussi inacceptable que fût cet acte, un grand nombre de téléspectateurs l’ont approuvé parce que la femme était perçue comme “provocante».

**ÉCRIRE, EN TANT  
QUE FEMME  
JOURNALISTE,  
SUR LES FLUX  
DE RÉFUGIÉS À  
LESBOS EST UN  
SPORT EXTRÊME  
DEPUIS QUELQUES  
TEMPS DÉJÀ.**

Écrire, en tant que femme journaliste, sur les flux de réfugiés à Lesbos, est un sport extrême depuis quelques temps déjà. En octobre 2016, alors que je quittais le camp de réfugiés de Moria, j’ai été personnellement agressée par un homme de 60 ans. Lorsque j’ai essayé de l’empêcher d’injurier des femmes portant la burqa, lui disant que j’étais journaliste, il s’est approché de moi et a commencé à me tirer les cheveux. Je me suis enfuie en démarrant ma voiture. J’ai réussi à conduire les femmes et leurs enfants dans un endroit plus sûr.

J’ai signalé l’incident à la police, mais l’homme n’a toujours pas été identifié. En outre, des groupes d’extrême droite de Lesbos ont repris mes propres allégations concernant l’incident, mettant en doute mon honneur et mon intégrité par des commentaires sexistes, et affirmant que je fantasmais sexuellement sur les personnes âgées.

Un mois plus tard, la police a évacué la place centrale de l’île, occupée par des réfugiés afghans. Des membres de groupes d’extrême droite qui se trouvaient parmi la foule m’ont à nouveau agressée, me lançant des commentaires offensants et sexistes lorsqu’ils m’ont vue prendre des photos. J’ai essayé d’expliquer que j’étais journaliste et avais l’autorisation officielle d’être là. Lorsque j’ai demandé de l’aide à une policière, elle m’a répondu que ma présence était “provocante”. Si je n’avais pas été “secourue” par un membre du parti communiste, qui a ses bureaux à proximité, je ne sais pas ce qui me serait arrivé ce jour-là.



# MANIFESTEMENT, JE NE SUIS PAS LA SEULE FEMME JOURNALISTE À ÊTRE ATTAQUÉE.

Une de mes collègues a fait l'objet d'une publication sur Facebook intitulée "Pendez-la". Une autre a été agressée verbalement et menacée alors qu'elle assurait un reportage et la police ne l'a pas protégée, prétendument occupée par des "affaires plus graves". Depuis cet incident, elle envisage sérieusement d'abandonner le journalisme actif, terrifiée à l'idée de quitter sa maison sans être accompagnée.

En mai 2018, 15 journalistes professionnels de Lesbos ont appelé publiquement à ce que soit protégée la liberté de la presse et assurée la sécurité des journalistes. Après avoir rencontré le Chef de la police et le Procureur général sans résultat, nous n'avons eu d'autre choix que d'organiser une journée de grève. Nous avons répété dans les termes les plus forts que nous étions attaqués parce que nous refusions de produire de la désinformation et que nous révélions, en fait, la vérité. Des éléments de désinformation tels que "les réfugiés mangent les chiens errants", "les réfugiés urinent dans les églises et les détruisent" ou "les journalistes sont financés



par des ONG” ne sont que quelques exemples de la propagande raciste d’extrême droite qui sévit sur l’île.

Depuis septembre 2018, les attaques sexistes se sont intensifiées. Le 6 septembre, il est sorti un reportage dans lequel je révélais les agressions commises par l’extrême droite contre une fille de l’île prise pour une musulmane parce qu’elle avait un foulard enroulé autour de la tête. Le 8 septembre, deux de mes collègues et moi-même avons réalisé un reportage sur des demandeurs d’asile africains qui s’entraînaient pour le championnat de football local. Après les interviews, nous avons pris une photo avec les footballeurs et l’avons publiée sur Facebook pour un public limité. Le même jour, des membres de groupes d’extrême droite, originaires du village où la jeune fille avait été agressée, ont publié sur Facebook ma photo avec les footballeurs, déclarant que j’avais des relations sexuelles avec des “n\*\*\*\*s”. Ils ont utilisé d’autres expressions sexistes, racistes et offensantes, ce qui a finalement entraîné l’intervention du Conseil de l’Europe et d’un certain nombre de responsables politiques grecs. Des poursuites pénales ont été engagées contre huit personnes, mais à ce jour, seule une a été convoquée au tribunal et son procès a été reporté.

**LE CONSEIL DE L’EUROPE  
A EXPLICITEMENT SOULIGNÉ  
LA NATURE SEXISTE DE CES  
ATTAQUES ; IL N’EN A PAS ÉTÉ  
DE MÊME EN GRÈCE.**

**MAIS NOUS NOUS DÉFENDONS.**

En rendant publique chaque attaque et en mobilisant l’Association des journalistes du Péloponnèse, de l’Épire et des Îles (ESIEPIN) ainsi que notre Fédération panhellénique des syndicats de journalistes (POESY), nous parvenons à faire connaître le problème aux niveaux national et international.

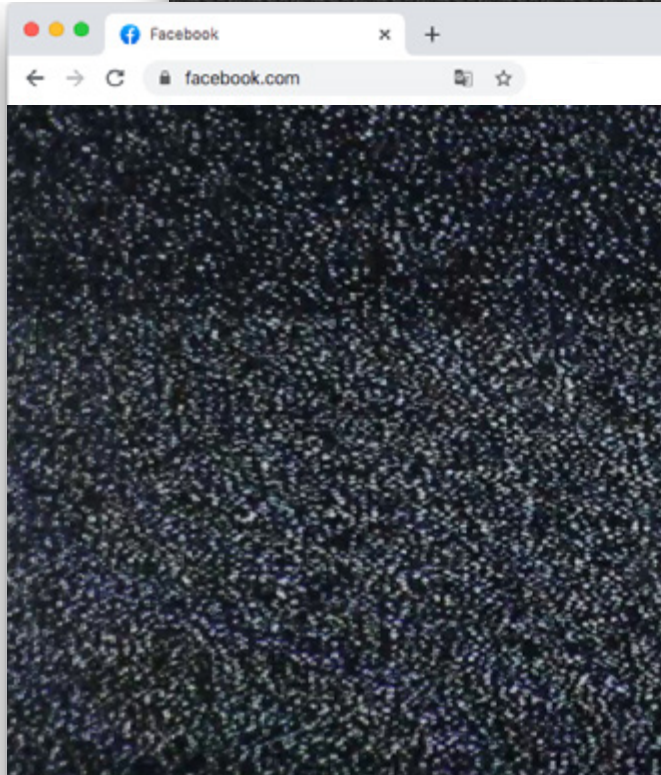
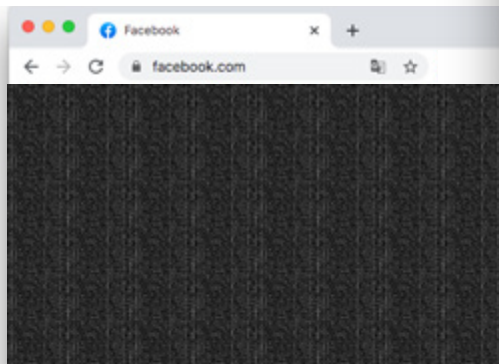
Parce que le sexisme est un concept qui va de pair avec le fascisme et qu’il devient dominant dans le discours public, nous avons besoin d’un bouclier protecteur. Si l’on veut que les journalistes promeuvent la liberté de la presse et l’égalité des genres, il faut que l’État engage des poursuites contre le harcèlement sexuel en ligne. Il faut que les médias intègrent la parole et le point de vue des femmes et donnent l’alarme lorsque des femmes journalistes sont victimes d’abus verbaux ou d’agressions. Il faut, enfin, que nos associations professionnelles créent, pour les femmes journalistes, des espaces spéciaux où elles puissent bénéficier d’un soutien juridique et psychologique.



**Anthi Pazianou**

Foto: Ilias Giannakopoulos

# UNE TRÂITRESSE QUI N'A JAMAIS EXISTÉ



Le 1er décembre 2014, une amie m'a taguée dans un message Facebook. Lorsque j'ai cliqué pour voir de quoi il s'agissait, je me suis figée d'horreur. Il s'agissait d'une publication d'Interaz, International Azerbaijan Television, une grande chaîne de télévision nationale qui émet depuis la Russie, selon la description qu'en donne sa page Facebook. La publication qu'Interaz avait partagée sur sa page Facebook portait sur moi et sur une autre journaliste azerbaïdjanaise, Salatin Asgarova. Nos photos étaient placées l'une à côté de l'autre. Elles étaient légendées " héroïne" sous la sienne et " traîtresse" sous la mienne. De courts textes les accompagnaient. En ce qui concernait Asgarova, journaliste azerbaïdjanaise tuée par l'armée arménienne alors qu'elle couvrait la guerre du Karabakh en 1991, le texte la décrivait comme une héroïne. Celui qui me décrivait était moins positif. Il contenait de fausses informations sur mon travail en matière de journalisme spécialisé dans la couverture des conflits et de transformation des conflits. Il prétendait que je niais le conflit et soutenais les auteurs de guerre tout en critiquant les autorités azerbaïdjanaises, etc.

Ce n'était là qu'un des nombreux messages et articles diffamatoires à mon sujet que j'ai vu écrits, diffusés ou publiés ces quatre dernières années. Tout a commencé en mars 2014, lorsqu'un petit site d'information peu connu d'Azerbaïdjan a publié une interview de moi, intitulée " Une journaliste azerbaïdjanaise, employée d'un journal arménien". Des semaines avant la mise en ligne de l'interview, l'autrice m'avait contactée pour me demander si elle pouvait s'entretenir avec moi pour sa série sur les femmes azerbaïdjanaises qui ont réussi, qui travaillent et qui vivent à l'étranger. Lorsque j'ai reçu les questions, après avoir accepté l'interview, j'ai réalisé qu'il ne s'agissait pas de ma carrière professionnelle, mais de mon travail, à l'époque, pour un petit hebdomadaire bilingue turco-arménien, Agos.

Lorsque j'ai rejoint Agos, en 2013, comme chroniqueuse, je couvrais principalement l'actualité de l'Azerbaïdjan et rédigeais occasionnellement des articles d'opinion sur l'ensemble de la région. Pour les praticiens de la transformation des conflits, en particulier pour ceux qui travaillent sur les guerres de l'information et la propagande médiatique, cette collaboration était un exemple de rupture des stéréotypes. Pour certains milieux d'Azerbaïdjan, cependant, c'était une excuse parfaite pour s'en prendre à moi. **Et c'est ce qu'ils l'ont fait.**

Cette interview a déclenché une vague de misogynie, de harcèlement, de menaces de mort et de diffamation en ligne à mon encontre, au motif que j'étais une traîtresse qui avait vendu son pays en travaillant pour un journal " ennemi". " Un sale microbe tombé d'une pute arménienne", a commenté un troll sur Facebook,

exprimant son dégoût total pour moi. " Arzu-salope-ullayeva", a écrit un autre, malmenant mon nom de famille pour exprimer son hostilité. " Gey fille de geybullayeva, elle se brosse les dents avec du sperme, regardez comme elles sont blanches. Elle doit partouzer souvent", a encore écrit un autre homme. " Même si c'est une traîtresse, c'est une bombe. Je paierais 50 manats pour passer une heure avec elle", a écrit un certain Fouad. " Cette renégate arménienne analphabète devrait être pendue", a écrit une femme du nom de Terane.

Il y avait des gens qui étaient prêts à me tuer et à passer les 15 prochaines années en prison. D'autres menaçaient de me violer, de me pendre par les pieds. Certains messages et commentaires étaient si détaillés que j'étais stupéfaite de l'imagination débridée des Azerbaïdjanais, hommes et femmes. Aujourd'hui, je suis suffisamment rétablie pour trouver cela presque drôle, mais ce n'était pas le cas à l'époque. Je me sentais impuissante, faible, discréditée.

CE DERNIER POINT A ÉTÉ  
UN COUP DUR, CAR POUR  
UN OU UNE JOURNALISTE,  
IL FAUT BEAUCOUP DE  
TEMPS, D'EFFORTS ET  
D'INVESTISSEMENTS  
POUR ÉTABLIR SA  
CRÉDIBILITÉ. OR, IL A  
SUFFI DE QUELQUES  
MOIS POUR DÉTRUIRE CE  
QUI M'AVAIT PRIS DES  
ANNÉES À CONSTRUIRE.

Je conserve une collection de ces commentaires et menaces de mort, ainsi que des liens vers les articles, les programmes d'information, etc., publiés à mon sujet à l'époque et au fil des ans. Ils m'ont été très utiles pour comprendre comment fonctionne le mécanisme de la haine en Azerbaïdjan et comment des trolls peuvent être déployés contre les critiques du gouvernement. J'ai probablement, aussi, suffisamment de matériel pour quiconque souhaite étudier une sélection d'hommes azerbaïdjanais et voir ce qui constitue la virilité dans une partie de notre culture.

Un jour, quand j'aurai le temps, j'aimerais me pencher sur certaines de ces attitudes des hommes azerbaïdjanais. Il y a quelques mois, j'ai contacté l'un de mes trolls et lui ai demandé ce qui lui donnait le droit de traiter ma mère de pute et moi de microbe. Il m'a répondu : " Bonjour. Si vous pouviez préciser de quoi vous parlez et dans quel contexte j'ai fait ce commentaire, je pourrais répondre à votre question". Notez qu'il n'y avait pas la moindre trace d'excuses, même quatre ans plus tard. Je lui ai demandé si, indépendamment du contexte, il ne pensait pas que c'était inacceptable d'écrire quelque chose comme ça sur quelqu'un qu'il n'avait jamais rencontré ? Il a répondu : " Vous me demandez si je pense qu'il est acceptable d'insulter quelqu'un que je ne connais pas. Nous ne connaissons pas personnellement les Arméniens qui nous visent depuis l'autre côté. Pourtant, nous sommes prêts à leur couper la tête pour leurs idées politiques. Je ne sais donc pas vraiment ce que vous ne comprenez pas. Vous devez vous préparer à tout si vos idées menacent une nation de 10 millions d'habitants

et violent leurs droits, quelles que soient votre nationalité et votre identité".

Lorsque j'ai contacté l'auteur de l'insulte " Arzu-salope-ullayeva", il a dit qu'il ne se souvenait pas avoir fait ce commentaire, mais que si c'était le cas, il me demandait pardon. Le troisième homme ne m'a jamais rappelée, mais j'ai eu un échange intéressant avec celui qui s'appelait Fouad. Il a refusé de s'excuser et a exigé que je partage avec lui la photo originale sous laquelle il avait laissé le commentaire. " Je ne laisse pas un commentaire sans raison. C'est pourquoi la photo est très importante. Si j'ai écrit " traîtresse", alors la photo doit sentir l'Arménien. Si un Azerbaïdjanais voit la photo d'une ordure arménienne, alors elle mérite les pires insultes, quel que soit son sexe."

Ce qui m'inquiète le plus, dans le harcèlement en ligne et les insultes haineuses, c'est que ce sont souvent des femmes qui en subissent le pire, qu'elles soient journalistes ou non. Si vous n'êtes pas habituée à ce type de comportement, vous pouvez facilement vous sentir perdue, seule et craindre pour votre sécurité et celle de vos proches.

L'un des principaux enseignements que j'ai tirés de cette expérience est qu'il faut parler, et non se taire, face au harcèlement

ES QU'IL

**FAUT**

**PARLER**

**ET NON SE TAIRE,  
FACE AU HARCÈLEMENT.**

Ces dernières années, j'ai décrit mon expérience, je me suis renseigné sur mes harceleurs et je les ai exposés. Me suis-je sentie plus en sécurité pour autant ? Pas vraiment, mais au moins, je sais que je ne suis pas seule et que j'ai, en tant que journaliste, en tant que femme, mais surtout en tant qu'être humain, une voix qui mérite le respect. Je n'ai jamais été une traîtresse, et je ne le serai jamais.



**Arzu Geybulla**

*Foto: courtesy of the journalist*



JINETH  
BEDOYA LIMA

COLOMBIE

## TRANSFORMER LA DOULEUR



# LA SOLITUDE ABSOLUE.

C'est la deuxième sensation qui vous envahit après une agression violente. La première est de se sentir *muerta en vida*, morte même si l'on est encore en vie.

C'est ce que j'ai ressenti le 25 mai 2000, après avoir été torturée et violée par trois des hommes qui m'avaient enlevée alors que j'attendais à la porte de la prison de La Modelo, à Bogota, pour interviewer un chef paramilitaire.

Jusqu'alors, il ne m'était jamais venu à l'idée qu'être journaliste puisse me coûter la vie. Malgré une première agression l'année précédente et des menaces constantes auparavant, je n'avais jamais cru que les criminels feraient preuve d'autant d'audace. L'audacieuse, c'était moi, celle qui n'avait de cesse de dénoncer le trafic d'armes et la traite de personnes enlevées orchestrés par les paramilitaires, les guérilleros et les membres des forces de sécurité colombiennes. En public, ces groupes étaient des ennemis acharnés. En privé, cependant, dans l'opacité du crime, leurs relations n'étaient plus les mêmes, et ils devenaient d'étroits partenaires.

Une chose est claire à propos de mon cas, 19 ans après ce qui fut une tragédie tant pour moi que pour le journalisme dans mon pays : si j'avais été un homme, l'ordre aurait été exécuté sans hésitation. Une balle d'un tueur à gages dans la tête, et c'est tout. Mais parce que j'étais une femme, ils ne se sont pas contentés de m'enlever. Il fallait également qu'ils se servent de moi pour humilier les femmes qui oseraient en faire autant.

**PAR LE VIOL.**

Reprendre des respirations profondes, après plusieurs jours à l'hôpital où je ne pensais qu'à une éventuelle grossesse, à la façon dont je pourrais à nouveau montrer mon visage en public ou à ce que je devais faire pour en finir (suicide), est devenu la tâche la plus difficile et la plus compliquée. Et c'est dans le journalisme que j'ai trouvé l'oxygène qui m'a sauvée et me procure encore aujourd'hui la force d'avancer.

Renouer avec sa propre histoire, à travers les récits des autres, tous issus de la barbarie de la guerre, pourrait être considéré comme une façon de se revictimiser. Dans mon cas, cependant, ce fut d'abord une source de motivation, puis une réponse et, enfin, une cause. Cette cause ? Demander justice et réhabiliter des milliers de " Jineth ". Parce que la violence sexuelle peut prendre mille visages, mais qu'au final, il suffit d'un seul nom pour la dénoncer. D'autant plus lorsque la victime nommée est une journaliste et qu'elle peut donner une visibilité à un crime qui continue d'être tabou dans de nombreux pays.

Pendant des années, j'ai refusé de me reconnaître comme une victime, car j'ai toujours pensé que les journalistes n'avaient pas le droit de se plaindre, encore moins celui de militer. Mais le jour où j'ai réussi à faire taire mes démons et à élever la voix, en septembre 2009, j'ai entamé cette transition de la douleur qui se dresse contre l'impunité, la récompense étant que chaque victoire dans une salle d'audience est une porte qui ne s'entrouvre pas seulement pour vous. Derrière, il y a des centaines de victimes qui voient dans votre cas une lueur d'espoir.

La partie la plus difficile du combat est peut-être d'amener les coupables en prison. Les crimes contre les journalistes sont toujours entourés de corruption et d'enjeux de pouvoir. De plus, lorsqu'il y a harcèlement sexuel ou violence, les chances de parvenir à un procès s'amenuisent à chaque action ou élément de preuve. Dans mon cas, j'ai commencé le combat seule, sans témoins, sans preuves ni dossier. J'ai été stigmatisée par mes propres collègues, qui m'ont fait passer pour seule responsable de ce qui m'était arrivé, non pour une victime. C'est peut-être pour cela qu'il m'a fallu si longtemps pour me considérer comme telle.

Pendant des années, je me suis rendue à d'innombrables audiences au bureau du procureur général pour témoigner, essayant de prouver que j'avais été violée, d'exprimer avec mes mots quelque chose qui était très clair pour moi dans l'intimité de mon foyer : que j'étais muerta en vida.

Un après-midi de 2009, au cours d'une de ces journées épuisantes, j'étais assise dans les escaliers menant au bureau du procureur général lorsque l'ancien Directeur de la Fondation pour la liberté de la presse (Fundación para la Libertad de Prensa, FLIP) m'a trouvée en larmes, prête à abandonner la poursuite d'un processus judiciaire qui n'avait même pas débuté. Il était le seul à croire en moi, et à penser qu'il était possible d'identifier les responsables de mon agression.

CE FUT LE TOURNANT  
DE CETTE BATAILLE  
CONTRE L'IMPUNITÉ.

S'ensuivirent des journées éreintantes de reconstitution des faits, d'auditions, d'entretiens, de procédures judiciaires, de répétition incessante du récit de mon viol, de nouvelles menaces, de rechutes, de retour chez le psychologue, de nouvelles pensées suicidaires, de perte de poids jusqu'à 39 kilos et d'anorexie persistante. Pourtant, paradoxalement, mon âme se renforçait, de même que ma voix.

C'est ainsi qu'est née la campagne que je dirige aujourd'hui :

# NO ES HORA DE CALLAR

(CE N'EST PAS LE  
MOMENT DE SE TAIRE).

Je n'avais plus honte que les gens sachent que cette femme qu'ils voyaient à la télévision ou dont ils lisaient les articles dans les pages d'El Tiempo avait été atrocement violée.

Mon corps a été mon meilleur allié, car il m'a permis d'endurer, avec le soutien de la FLIP et d'Oxfam, une série de journées marathon pour aller frapper aux portes du Gouvernement espagnol, approcher le Parlement européen,

le Congrès des États-Unis, la Maison Blanche et la Chambre des Lords à Londres, traverser l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France, et porter l'affaire devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), à Washington. Ce furent d'innombrables voyages, réunions, audiences, courriers et pétitions, et encore plus de larmes.

Je crois que, finalement, ces larmes représentaient aussi la conviction que, malgré les circonstances, je restais attachée au journalisme. C'est ce qui, à ce jour, m'a permis de rester en vie, car bien que mon cas ait acquis une dimension internationale, les menaces n'ont pas cessé.

RIEN QU'EN

2018, J'AI REÇU

SEPT MENACES

DIRECTES,

les auteurs me rappelant "de ne pas oublier que c'est ce qu'ils aiment", faisant référence au viol, et qu'"aucun blindé, aucune escorte ou garde du corps ne suffira à me protéger".

Je crois toutefois qu'il y a quelque chose qui me protège. Parce que la mort cesse d'être un problème lorsque vous devez vivre avec elle. La protection ultime, c'est parvenir à faire du journalisme un moyen d'autonomisation et un outil de transformation constante, lorsque votre voix devient celle de millions de personnes.

Ces dernières années, grâce à la campagne No Es Hora De Callar, nous avons pu amener 120 femmes du sud de la côte Pacifique de Colombie à dénoncer les violences sexuelles qu'elles avaient subies. Ces femmes ne souriaient plus et fixaient constamment le sol, honteuses de lever la tête. J'ai décidé de leur apprendre le journalisme. J'ai obtenu qu'une multinationale leur offre des téléphones portables et nous leur avons montré, avec l'aide de bénévoles de la campagne, comment raconter leur propre histoire. Elles ont enregistré leurs témoignages, dont nous avons tiré un court documentaire intitulé The Power of My Voice.

Le journalisme, qui m'a sauvé la vie, a également rendu visible la violence sexuelle que la Colombie a subie en silence pendant des décennies. Il a donné de l'espoir aux victimes et les a préparées, à travers No Es Hora De Callar, à devenir des battantes. Il leur a donné l'espoir de transformer leur douleur, et a transformé la mienne.

Peut-être devrai-je passer par d'autres audiences et verser encore beaucoup de larmes, mais le pire est passé, car les histoires que le journalisme m'a permis d'écrire et de relater constituent le meilleur moyen d'aider celles qui sont confrontées à la violence



sexuelle. Elles sont une force pour les femmes qui, comme moi, ont trouvé dans le journalisme leur raison d'être.

On me demande souvent comment j'ai réussi à pardonner. Or, même si j'ai d'abord cru que c'était le cas, il est clair qu'il y a des préjugés physiques, émotionnels et spirituels pour lesquels aucune réparation ni aucun pardon n'est possible. Cependant, j'ai décidé de faire mon travail et de militer avec amour, sans haine. Peut-être cela se traduit-il par de l'indulgence.

Le mal qui m'a été fait est incommensurable, car il m'a laissée sans famille, sans possibilité de devenir mère, sans pouvoir faire mon travail ou sortir librement dans la rue. Je suis toujours accompagnée de gardes du corps. J'ai toujours à l'esprit l'idée qu'aujourd'hui pourrait être mon dernier jour. Pour moi, chaque jour est mon dernier jour. C'est pourquoi je m'emploie à trouver la meilleure histoire, à écrire la meilleure chronique, à organiser la meilleure conférence, à produire le meilleur documentaire.

**POUR CONTINUER À  
TRANSFORMER MA  
DOULEUR À TRAVERS  
LE JOURNALISME.**



Jineth Bedoya Lima

Foto: EL TIEMPO Casa Editorial

DIANA  
MOUKALLED

LIBAN

PAS QUESTION DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE  
PAS QUESTION DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE  
PAS QUESTION DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE  
PAS QUESTION DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE  
PAS QUESTION DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE

Je suis une adepte des espaces d'expression libre que constituent les médias sociaux, en particulier Twitter. Je suis souvent les mots-dièse tendance, lis les commentaires et rédige des réponses exprimant des opinions jugées audacieuses dans nos sociétés. J'entends par là des opinions sur la liberté politique, les libertés individuelles et l'égalité, ainsi que sur l'actualité.

Je participe à la critique de personnalités publiques et me laisse entraîner dans le débat que suscitent certains phénomènes et faits d'actualité. Il y a tant de choses qui méritent la réflexion, le dialogue et, parfois, une franche confrontation.

Cela dit, je me demande souvent : quand sommes-nous censés nous arrêter ? Quelles sont les limites lorsqu'une campagne, quelle qu'elle soit, cible une personne en particulier de manière humiliante et destructrice ? J'ai moi-même connu ce sentiment, bien que ce ne fût rien comparé à ce que beaucoup d'autres ont enduré.

Ces campagnes scandaleuses de cyberharcèlement, même lorsqu'elles portent des opinions légitimes, sont-elles jamais utiles ? C'est ce phénomène qui me préoccupe depuis des années, celui de l'escalade de la participation individuelle et collective à des campagnes de cyberharcèlement.

Je ne parle pas ici de la critique, qui est utile et nécessaire, surtout lorsqu'une personnalité publique fait ou dit quelque chose de stupide ou de choquant. Je parle de l'indignation de personnes vindicatives, qui entendent vigoureusement rabaisser ceux qui ont commis une erreur, ou simplement pris une position contraire à l'opinion de la majorité. C'est ainsi que commencent les campagnes de calomnie, d'insulte, de diffamation et d'affabulation.

Je suis des célébrités que je qualifierais de "voyous" des réseaux sociaux. Elles sont devenues des stars grâce à leur propension à créer

PAS QUESTION DE FAIRE MARCHÉ ARRIÈRE

des motsdièse provocants et scandaleux qui attirent les revanchards. Les exemples sont trop nombreux pour être cités.

En raison de l'ampleur des réactions et des commentaires, en particulier de la part d'anonymes, l'impact sur la personne ciblée est considérablement plus grave que celui d'une simple critique. Avec des mots-dièse insultants, on a l'impression que c'est toute une société ou tout un monde qui porte un jugement et commence à détruire la vie d'une personne.

Lorsque la cible d'une telle campagne est une femme publique, l'agression monte en intensité. Le niveau de violence augmente, tandis que des qualificatifs atroces et des expressions à connotation sexuelle font leur apparition. C'est alors le genre de la personne qui pose problème.

Ces dernières années, j'ai subi des attaques sexistes à plusieurs reprises. Elles allaient des mots "vieille", "pute" et "moche" à toute une liste d'insultes qui n'avaient rien à voir avec le contenu de mes propos, mais étaient des tentatives de me rabaisser en tant que femme.

Ces campagnes sont devenues un sujet constant de discussion pour moi et mes collègues actifs sur les médias sociaux. Nous essayons de trouver des moyens constructifs d'y réagir.

Une amie, en particulier, célèbre figure médiatique comptant de nombreux abonnés, est constamment exposée à de violentes intimidations lorsqu'elle exprime une opinion controversée. Un jour, elle m'a appelée en larmes. J'ai essayé de la reconforter en lui disant qu'elle n'avait pas à se sentir aussi vulnérable face aux

insultes sexuelles sur Twitter. Je lui ai dit : " Cela ne me touche même plus. Je bloque immédiatement ceux qui m'insultent et je ne réponds pas. Tu deviendras plus forte avec le temps – ne renonce pas à tes convictions".

Mes paroles, cependant, n'ont pas réussi à reconforter mon amie. " Ce n'est pas une solution, de s'habituer aux insultes et aux abus. C'est intolérable", a-t-elle dit.



JE ME SUIS RENDU COMPTE  
QUE JE NE FAISAIS QUE  
RÉSISTER, SANS POUVOIR  
VRAIMENT FREINER LES  
ATTAQUES ÉLECTRONIQUES  
VICIEUSES.

En ce qui me concerne, le problème du cyberharcèlement a réellement commencé il y a cinq ans, lorsque j'ai commencé à utiliser Twitter et Facebook pour prendre part au débat public en cours au Liban et dans la région.

Journaliste libanaise, je travaille dans les médias depuis 25 ans et j'ai couvert les guerres au Liban, en Iraq, en Afghanistan et au Yémen. Je me suis rendue dans plusieurs endroits dangereux, m'intéresse aux questions qui concernent les femmes et j'ai réalisé une série de documentaires sur la situation des femmes dans la région. J'ai couvert de nombreux sujets et fait face à beaucoup de préjugés et de violence.

Quand je regarde en arrière, je me souviens de nombreux faits de harcèlement et d'intimidation qui n'avaient rien de virtuel. Je me rappelle m'être rendue au Pakistan en 2002 pour réaliser un reportage sur les écoles islamiques des talibans à Peshawar et avoir visité l'une des célèbres écoles où des dirigeants talibans avaient étudié. J'y ai interviewé un éminent religieux, mais il a catégoriquement refusé de me laisser filmer dans les classes. Pendant que les membres masculins de l'équipe faisaient le tournage, il m'a emmenée chez lui où j'ai dû rester avec sa famille jusqu'à ce que l'équipe ait terminé. En présence de sa femme et de ses enfants, me parlant en arabe, langue qu'ils ne comprenaient pas, il m'a dit combien il aimait regarder les programmes sexy de la télévision libanaise. Ce même religieux enseignait à ses jeunes élèves que la télévision était un outil satanique !

Parmi les incidents bizarres de ma carrière, celui-là fut drôle. D'autres ont été plus effrayants.

**AUCUN, CEPENDANT,  
NE M'AVAIT PRÉPARÉE  
AU CONTACT DIRECT,  
VIA LES MÉDIAS  
SOCIAUX, AVEC UNE  
OPINION PUBLIQUE  
POLARISÉE,**

## **- EXPÉRIENCE PLEINE DE CRUAUTÉ, D'INDÉCENCE ET D'INTIMIDATION DÉBRIDÉE.**

Le rapport annuel 2018 de Reporters sans frontières a mis en lumière le " harcèlement en ligne " à l'encontre des professionnels des médias, pratique qu'il décrit comme le fait de " tirer des balles dans le monde virtuel ". C'est un phénomène mondial, qui touche également les sociétés démocratiques. Dans le monde arabe, les " mouches électroniques ", comme on les appelle, mènent contre les journalistes des campagnes de diffamation, comme j'en ai fait l'expérience.

Désormais, je prends le temps de vérifier les noms de ceux qui profèrent des mots injurieux et indécents à mon égard, et découvre qu'il s'agit pour la plupart de faux comptes, de noms fictifs d'individus dont les abonnés sont très peu nombreux. Et si les noms varient, le langage, les phrases et les insultes sont presque toujours identiques. Telles sont les caractéristiques de ces " soldats électroniques " utilisés pour diffamer et détruire les gens.

Les campagnes électroniques de diffamation et d'intimidation ne causent pas nécessairement de préjudices physiques, mais engendrent de la peur et de l'anxiété, ce qui favorise l'autocensure. Les journalistes, en particulier les femmes, peuvent ainsi hésiter à aborder des questions publiques liées aux crimes de guerre, à la discrimination à l'égard des femmes ou de minorités, ou à la corruption.

Dans un pays où la violence d'ordre juridique, social et religieux à l'égard des femmes est

très répandue, une déclaration ou une attitude publique audacieuse peut déclencher une campagne de menaces d'une rapidité effrayante.

La fuite et le retrait, cependant, ne sont pas le bon choix, d'autant qu'ils n'empêchent pas les attaques. Les médias sociaux jouent, à l'ère moderne, un rôle important dans la politique et le débat public, et il ne faut pas que la participation active des femmes soit entravée par des campagnes qui les ciblent.

Les médias sociaux sont devenus une arme de destruction massive, phénomène qui ne s'arrêtera ni ne se rationalisera, mais demeurera un scandale. Selon moi, la solution réside dans la capacité à faire abstraction de tout cela et à poursuivre son chemin. Du moins, c'est ce que j'essaie de faire.

S'IL EST UNE CHOSE DONT JE SUIS CERTAINE,

**C'EST QU'IL N'EST PAS QUESTION DE RECULER.**



**Diana Moukalled**

*Foto: Ammar Abd Rabbo*



## **LES JOURNALISTES BRÉSILIENNES CONTRE LE HARCÈLEMENT: UN COMBAT COLLECTIF**

Ces dernières années, les médias brésiliens ont fréquemment rapporté que des femmes journalistes étaient harcelées moralement ou sexuellement par leurs sources et dans leur propre environnement de travail.

Cela ne signifie pas que le phénomène soit nouveau dans la société brésilienne, société dans laquelle le corps des femmes est souvent l'objet d'une hypersexualisation réductrice et insistante. Aujourd'hui, cependant, on en parle enfin.

L'une des raisons est qu'il y a un peu plus de deux ans, avec d'autres femmes journalistes basées principalement dans la ville de São Paulo, nous avons lancé, de manière très simple et naturelle, ce qui allait devenir le premier collectif de dénonciation du harcèlement dans notre propre profession, baptisé " Journalistes contre le harcèlement".

À l'époque, nous avons soutenu une journaliste d'IG Portal qui avait été licenciée après avoir dit avoir fait l'objet de harcèlement sexuel de la part d'un chanteur lors d'une interview. Son cas a servi d'alerte : et si cela nous arrivait à nous ? Nous pourrions être tout aussi vulnérables si nous ne nous taisions pas face au harcèlement. Nous avons donc décidé d'agir.

Dans un premier temps, nous avons recueilli, auprès de groupes de femmes journalistes sur WhatsApp et Facebook, des phrases qui, entendues au sein et en dehors des rédactions, les avaient choquées ou avaient choqué leurs collègues. En moins de deux jours, nous avons reçu, sous la forme de selfies, plus de 100 vidéos accompagnées de commentaires, qui résumaient le harcèlement subi par les femmes tout au long de leur parcours professionnel.

À partir de ces témoignages, nous avons réalisé une vidéo d'un peu plus d'une minute pour faire savoir que oui, nous, journalistes, étions aussi victimes de harcèlement.

**ET QUE NON,  
NOUS N'ÉTIIONS  
PLUS DISPOSÉES  
À FAIRE COMME  
SI DE RIEN  
N'ÉTAIT.**



Dès lors, nous avons analysé une série de cas similaires qui avaient fini par être passés sous silence, dans une profession qui dénonçait systématiquement le harcèlement pratiqué dans d'autres domaines, mais pas dans le sien.

Nous réalisons des campagnes vidéo qui mettent en scène des femmes journalistes victimes de divers types de harcèlement, de la part de sources dans les milieux sportifs ou politiques, par exemple, voire des entreprises dans lesquelles elles travaillent. Les femmes journalistes se plaignent souvent des difficultés qu'elles rencontrent pour obtenir des promotions ou simplement des augmentations de salaire par rapport aux hommes qui

occupent le même poste. Le fait de ne pas être affectée à la couverture de questions

essentiels pour le pays, comme la politique et l'économie, est un autre aspect négatif auquel une femme journaliste doit faire face, même si, souvent, elle est plus qualifiée que le collègue masculin à qui le sujet est confié.

Enfin, nombreux sont les cas de harcèlement de journalistes qui veulent exercer leur droit à la maternité et dont les choix ne sont pas toujours respectés. Les exemples de femmes qui ont vu leurs compétences remises en cause après être devenues mères sont inacceptables et scandaleux.

Nous avons passé ans à déconstruire, à sensibiliser et à tout simplement mettre en lumière le sujet. Ce travail a montré à quel point une femme journaliste est plus vulnérable à ces attaques, car la nature de l'agression dont elle est l'objet est bien plus sexuelle et psychologique que liée à ses compétences professionnelles.

L'une des quatre campagnes vidéo, intitulée " Juntos contra o Machismo" (« Ensemble contre le sexisme»), nous a montré que nous n'atteindrions pas les harceleurs sans la participation des hommes – la majorité des harceleurs étant des hommes. Nous avons bénéficié de la collaboration de dizaines de journalistes masculins de renommée nationale qui ont lu à haute voix des remarques réellement entendues par des femmes sur leur lieu de travail et en dehors, permettant ainsi à d'autres hommes et à eux-mêmes de réfléchir à leur comportement.

Un important jalon du travail de notre collectif a été la campagne

## #DEIXAELATRALHAR

(LAISSEZ LA FAIRE SON TRAVAIL), lancée en mars 2018 sous la forme d'un manifeste vidéo destiné à combattre le harcèlement sexuel et autre que subissent les journalistes sportives dans les stades, dans la rue et dans les salles de rédaction.

Cette initiative, à laquelle ont participé une cinquantaine de journalistes travaillant dans le domaine du sport – présentateurs, reporters, producteurs et attachés de presse de divers médias – a été couronnée de succès. En plus d’amplifier le discours contre le harcèlement, elle a pu compter sur la participation de certains des plus grands clubs de football brésiliens pour diffuser le motdièse de la campagne. La plupart des journalistes travaillant pour la télévision ou la radio, le message a été porté auprès d’un large public.

Les étudiants en communication sont également de plus en plus nombreux à demander que cette question soit abordée dans leur cursus. Au moyen de conférences et de “chats”, nous les encourageons à le faire dans le cadre de leurs propres cours de journalisme.

En 2018, cependant, nous nous sommes également rendu compte que les questions de harcèlement auxquelles nous – le collectif et d’autres organisations attentives à la liberté de la presse – devons faire face étaient bien plus vastes que ce que nous mettions en avant.

Cette année-là a été caractérisée, au Brésil, par une vive polarisation politique entre la gauche et la droite. La presse a été prise dans une crise de crédibilité alimentée par les deux extrêmes idéologiques. Dans un torrent de discours haineux qui tentait de la discréditer, les attaques virtuelles et physiques contre les journalistes se sont intensifiées.

Selon l’Association brésilienne du journalisme d’investigation (ABRAJI), en 2018, au moins 150 agressions physiques et en ligne liées aux élections ont été perpétrées contre des journalistes par des militants de tous bords politiques.



La campagne électorale brésilienne a été marquée par une avalanche de fausses nouvelles. Les reporters – hommes et femmes qui cherchaient à révéler les incohérences des discours politiques – ont été la cible de centaines de menaces, de campagnes de diffamation et de faux profils sur les réseaux sociaux. Même dans ces cas, les femmes journalistes sont davantage touchées par la violence en raison de leur genre : leur crédibilité ainsi que leur intégrité physique, morale et sexuelle sont menacées.

La journaliste Patricia Campos Mello, du quotidien Folha de S.Paulo, par exemple, a révélé l'existence d'un système de diffusion de fausses nouvelles. En représailles, son compte WhatsApp a été piraté et ses contacts effacés. La journaliste a également subi une série de menaces et d'autres attaques sur Internet.

Campos Mello n'était que l'une des nombreuses femmes journalistes visées pendant la campagne électorale. L'une des journalistes les plus respectées du Brésil, Miriam Leitão (GloboNews, O Globo, TV Globo), a fait l'objet d'une vaste campagne de diffamation, avec la diffusion de fausses informations selon lesquelles elle aurait été arrêtée pour un holdup dans les années 1960. En réalité, elle avait été détenue et torturée en 1972, pendant la dictature militaire.

Une journaliste du site d'information NE10 a été agressée et menacée de viol par des partisans d'extrême droite le jour du premier tour de scrutin. « Quand le commandant sera président, toute la presse sera tuée », s'est-elle entendu dire par ses agresseurs après leur avoir montré sa carte de presse.

**Une autre journaliste du site d'information brésilien Intercept, Amanda Audi, a été attaquée en ligne et a reçu des menaces de mort après avoir signalé qu'une députée d'un parti de droite, également journaliste, avait été, en 2015, reconnue coupable de plagiat**

Au congrès international de l'ONG ARTICLE 19, à Mexico, notre collectif a récemment mis en lumière la situation actuelle en matière de harcèlement et de lynchage virtuel à laquelle sont confrontés les journalistes brésiliens. Lors de la principale conférence des journalistes brésiliens organisée par l'ABRAJI, nous avons également pu exposer le travail accompli par notre collectif ces trois dernières années, en mettant l'accent sur les risques encourus par les femmes journalistes.

Dans la situation actuelle, le travail des militants pour la liberté d'expression, dont ceux du collectif « Journalistes contre le harcèlement », reste plus pertinent que jamais. Notre collectif cherche à montrer que l'on peut être en désaccord avec le message, mais que l'on n'a pas le droit d'agresser le messager.

Il faudrait que les organisations extérieures qui contrôlent l'application des principes de la démocratie surveillent de près le Brésil pour s'assurer que la liberté d'expression y est respectée.

Parallèlement, il faudrait que des plates-formes comme Facebook, Twitter et WhatsApp soient plus vigilantes et plus promptes à sanctionner les cybercriminels qui agissent avec l'intention manifeste d'intimider ou de susciter l'autocensure chez les journalistes en les persécutant.



**Janaina Garcia**

*Photo: courtesy of the journalist*



**MICHELLE  
FERRIER**

ÉTATS-UNIS

## **TROLLBUSTERS : QUAND LA PASSION ET LA DÉTERMINATION RÉPONDENT AUX BESOINS DU MONDE**

J'ai tout conservé.

En tant que première chroniqueuse afro-américaine du journal, j'ai commencé à recevoir des courriers haineux, racistes et violents en raison de mes écrits dès que j'ai commencé à trouver ma voix à travers la rubrique « mode de vie ».

En tout, j'ai reçu plus d'une dizaine de lettres et de colis du même expéditeur. Celui-ci envoyait des coupures de journaux et de bulletins d'information de toute la côte Est des États-Unis, lesquels qualifiaient les Noirs de criminels stupides et dangereux.

**“LES N\*\*\*\*S, SEULE ERREUR  
DE DIEU”, ÉCRIVAIT-IL. “IL Y  
AURA UNE GUERRE RACIALE  
CONTRE VOUS TOUS, LES  
N\*\*\*\*S”, PRÉVENAIT-IL.**



À l'époque, je tenais une chronique hebdomadaire intitulée « Chasing Rainbows » dans un journal régional. Ma première chronique a été écrite le soir qui a suivi l'explosion de la navette Columbia de la NASA, alors que je me trouvais dans la salle de rédaction, regardant les photos et les récits de la catastrophe. Je me demandais comment parler de la mort à mes jeunes enfants alors que nous regardions les astronautes américains disparaître dans la fumée. Face à la perte de l'équipage de la navette, j'ai lutté pour tenir le coup.

« Ils sont perdus. Il n'y a rien que la NASA puisse faire », ai-je dit. Derrière mon visage stoïque, j'étais abasourdie. Encore une navette qui explose ? J'avais travaillé au Goddard Space Flight Center de la NASA lorsque j'étais jeune fille, passant cinq étés à apprendre à coder et à travailler avec des scientifiques et des ingénieurs dans le cadre du programme spatial.

J'avais toujours voulu être astronaute. C'est ainsi que j'ai, ce soir-là, dans la salle de rédaction, écrit en ouvrant mon cœur un texte sur la mort, la perte de l'innocence et les rêves brisés. À partir de ce moment-là, j'ai écrit en ouvrant mon cœur, racontant ce que c'était que d'élever ma jeune famille dans une ville du Sud ou décrivant mes enfants apprenant à faire du vélo. Mes chroniques étaient de petites histoires, un petit aperçu de ma vie et de ma famille. Elles invitaient les voisins et lecteurs à entrer dans ma vie pour en partager les anecdotes les plus banales et les moments les plus joyeux.

Les lecteurs m'écrivaient comme s'ils étaient des amis. Je recevais des lettres de lecteurs qui étaient émus par les histoires de mes animaux

de compagnie et me réconfortaient dans mon chagrin. Et maintenant, cette intimité se trouvait violée par ce courrier haineux que je recevais pour avoir partagé mes détails les plus personnels et fait entrer mes lecteurs dans ma maison.

Par courriel, puis en ligne et souvent par courrier, les messages de haine affluaient.

Parfois, il s'agissait d'une critique, me soupçonnant d'un quelconque privilège détecté dans l'une de mes chroniques. Parfois, c'était une épithète raciale lancée à travers le cyberspace. Mais souvent, c'était un auteur de lettre en particulier.

Il envoyait constamment, mû par la haine, des missives, des lettres, des manifestes, des images et des menaces en lettres majuscules, m'invectivant avec ses mots cinglants. Ou bien il plaisantait...

“COMMENT FAIT-ON DESCENDRE UN N\*\*\*\* D'UN ARBRE? ON COUPE LA CORDE!”

Il avait plusieurs “blagues” de ce genre qui émaillaient ses écrits.

Tous les quelques mois, il m'adressait un paquet à la rédaction. Après la troisième ou quatrième lettre, je suis allée au commissariat du coin.

**ILS M'ONT DIT QU'ILS NE  
POUVAIENT RIEN FAIRE TANT  
QUE « QUELQUE CHOSE NE  
M'ÉTAIT PAS VRAIMENT  
ARRIVÉ ».**

Cela faisait plus d'un an que je recevais des lettres menaçantes et racistes de ce même auteur. J'ai analysé les lettres, à la recherche de similitudes dans la formulation ou les coupures de presse utilisées dans tous les courriers que j'avais reçus. J'ai également recherché, sur Internet, les phrases employées et des données géographiques pour voir si je pouvais trouver des histoires semblables de lettres ou de menaces parmi les crimes haineux signalés à la police ou dans la presse locale.

J'ai noté mes soupçons croissants, à savoir que les tactiques et la rhétorique des lettres que je recevais correspondaient à des techniques d'intimidation pratiquées par des groupes nationalistes blancs disséminés à travers la Floride et dans tout le pays. Je sentais la montée, dans la société américaine, d'un courant raciste sous-jacent enhardi, poussé à l'action par l'investiture du premier Président afroaméricain des États-Unis. En fin de compte, l'objectif était de faire taire ma voix dans le journal.

Je me suis sentie exposée. J'avais aussi exposé ma famille. Je nous avais fragilisés par mes écrits. J'ai commencé à me déguiser lorsque je

sortais de chez moi et à modifier mes habitudes pour éviter d'être prise pour cible. Je suis devenue plus craintive et recluse, redoutant les apparitions publiques.

La dernière lettre que j'ai reçue était pleine de venin et de rage. Le ton, cependant, était différent, plus personnel. Il était clairement en colère. Ses phrases étaient moins cohérentes, plus saccadées et hésitantes. Il affirmait que j'étais responsable de sa situation, du fait qu'il n'avait pas de travail et du mépris total qu'il éprouvait pour moi ou pour toute personne à la peau sombre. Il me le reprochait et je devais mourir. J'ai appelé ma patronne et lui ai dit : « Je démissionne ». Il avait gagné. L'auteur de la lettre avait gagné. Il avait éteint ma voix au sein du journal, fait disparaître ma rubrique. J'étais effondrée.

**C'EST À CE  
MOMENT-LÀ,  
CEPENDANT, QUE  
TROLLBUSTERS  
EST NÉ.**



## TROLLBUSTERS

est un programme en ligne, né de ma propre expérience, qui aide les journalistes à combattre les trolls. Je sais ce que l'on ressent lorsqu'on est agressé. Je sais combien ces agressions peuvent altérer vos rapports avec vos amis et votre famille. Je sais ce qui se passe lorsque la suspicion grandit face à chaque visage que vous rencontrez. Je sais comment ces agressions peuvent vous changer, vous et la façon dont vous faites votre travail.

Utilisant l'apprentissage automatique et la surveillance des médias sociaux, TrollBusters fournit en temps opportun des services d'aide et d'accompagnement aux journalistes agressés en ligne. Lorsqu'une cible ou un lecteur constate un harcèlement ou des menaces en ligne dans ses flux sociaux, elle ou il signale l'activité à TrollBusters, qui surveillera ses comptes, recueillera des preuves numériques et conseillera sur la marche à suivre. Nous sommes intervenus auprès de plates-formes de médias sociaux et avons travaillé à la création d'un litige pour préjudice, mené des recherches internationales avec des collaborateurs du monde entier et suscité des réformes qui ont une incidence sur les journalistes et leur sécurité.

Nous avons également travaillé avec des dirigeants et des journalistes pour les informer sur le harcèlement en ligne et sur la manière de se protéger et de protéger sa propre organisation contre les abus en ligne. Ayant fait l'expérience directe des ravages que peuvent causer les attaques en ligne, j'étais persuadée que TrollBusters pouvait aider les journalistes et la presse libre à maintenir leur présence sur Internet.

J'ai mené, avec la Fondation internationale des femmes dans les médias, une étude sur les femmes journalistes et les professionnelles des médias. Le rapport, paru en octobre 2018 et intitulé *Attacks and Harassment: The Impact on Female Journalists and Their Reporting*, révèle que 52 % des femmes interrogées ont déclaré avoir subi une agression au cours de l'année écoulée. Ces agressions visent à discréditer, intimider, menacer ou humilier.

Ces cinq dernières années, 70 % des femmes ont subi plus d'une forme de harcèlement, de menace ou d'agression. Plus d'un tiers ont indiqué avoir envisagé de quitter la profession en raison des abus et menaces en ligne dont elles faisaient l'objet du fait de leur travail de journaliste.

De nombreuses journalistes ont dit éprouver un sentiment de malaise après les incidents, s'irriter lorsqu'on les leur rappelle, avoir du mal à se concentrer ou éviter les personnes ou les endroits qui leur rappellent les événements. Beaucoup disent avoir renoncé à traiter de certains sujets ou avoir rencontré des difficultés avec leurs sources suite à des menaces et à des abus.

TrollBusters a aidé, aux États-Unis et à l'étranger, des journalistes à trouver des ressources dans leur pays. Nous avons aussi contribué à sensibiliser et à former des journalistes dans le monde entier.

**ENFIN, JE CONTINUE**  
**DE ME BATTRE POUR**  
**LA LIBERTÉ D'EXPRES-**  
**SION ET LA LIBERTÉ DE**  
**LA PRESSE POUR LES**  
**JOURNALISTES DU**  
**MONDE ENTIER.**



**Michelle Ferrier**

*Photo: Barton James Photography*



## **À PROPOS DE CETTE PUBLICATION:**

Cette publication présente 11 récits écrits par des femmes journalistes du monde entier, qui partagent leurs expériences personnelles en matière de violences et de menaces sexistes dans l'exercice de leur profession.

La publication illustre les différentes formes de harcèlement et de violence subies par les femmes journalistes en ligne et hors ligne. L'objectif de la publication est de sensibiliser le public à l'omniprésence et à la complexité du problème et à son effet étouffant sur la liberté d'expression et la diversité dans le secteur des médias, en reflétant les perspectives de différentes régions du monde.

Publié par Irene Khan, Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection de la droit à la liberté d'opinion et d'expression à l'occasion des "16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre"

**PARTENAIRES DU PROJET:** Ce projet a reçu le soutien financier du programme multi-donateurs de l'UNESCO sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes et de la Swedish Postcode Foundation.

Avec le soutien de l'UNESCO et Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

